

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

LIBRAIRES

CE QUI PRÉCIPITE
L'ALIÉNATION
DU DIFFUSEUR DE
PRESSE INDÉPENDANT

Page 4

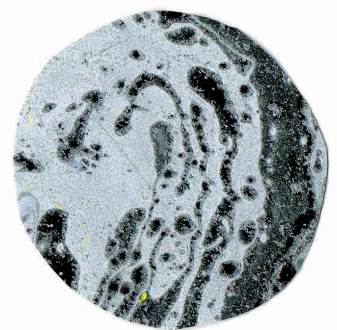
CHRONIQUEURS

PAUL LANNOYE
JEAN-PIERRE L. COLLIGNON
MARTIN PIGEON
FOIRE AUX SAVOIR-FAIRE
GWENAËL BREËS

ALTERNATIVE

LES ARTIVISTES!

Page 20



SOMMAIRE

2/ EDITORIAL

3 / CHRONIQUE DE
L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

4/ LIBRAIRES CONTRE MULTINATIONALES

6/ TIRONS SUR L'AMBULANCE

7/ HYSTÉRIE DE LA CROISSANCE

8/ DEUXIÈME RAPPORT DU CLUB DE ROME

9/ LA DÉCROISSANCE VUE PAR LES
CONVAINCUS DE LA CROISSANCE11/ TANT QU'IL Y A DU BRUIT
ET DE L'IMAGE...12/ QUELLE RÉGULATION
POUR L'AUDIOVISUEL?

14/ TÉLÉVISION: DANGERS ET REMÈDES

16/ QUELLE RADIODIFFUSION
VOUDRAIT-ON?17/ FOIRE AUX SAVOIR-FAIRE
/ PETITES ANNONCES

18/ CHRONIQUE DE LOBBYCRATIE

19/ LES ÉTRANGERS NE SONT
PAS TOUS DES ÉTRANGERS

20/ L'ALTERNATIVE

22/ LE MORAL NÉCESSAIRE

23/ VU, LU, ENTENDU

24/ ABONNEZ-VOUS

Les élections présidentielles en France ont donné l'occasion d'un fabuleux spectacle médiatique. Les éditorialistes des rédactions françaises, après avoir construit leurs champions et verrouillé le débat, ont ridiculisé les « petits » candidats et leurs idées dans un cynisme auquel on commencerait presque à s'habituer si l'on n'y prenait garde. Le journalisme d'ambiance, qui sévit dans tous les grands médias, colporte la pensée unique (croissance plus pouvoir d'achat égale liberté) présentée comme la bonne pensée, protégée qu'il est de la réalité par le parapet des puissants à qui il cire les bottes¹.

Notre sort est-il meilleur en Belgique? Nos journalistes sont-ils aussi, à l'instar des animateurs vedettes de TF1, France2, Canal plus et autres, des chiens de garde de ce système? Certains en tous cas. François De Brigode, présentateur du JT sur la RTBF, n'en appelait-il pas sur le site internet du Soir² à « manager intelligemment » la grève, technique de lutte des travailleurs qui n'est « peut-être (sic) pas dépassée »? Voyant la violence toujours chez les mêmes — les grévistes — et non pas chez les autres — les promoteurs de l'étouffement des salariés — M. De Brigode ne manqua pas d'instrumentaliser les petits tracassés provoqués par la grève pour rajouter une couche à la dangereuse bêtise des mesures « d'austérité » imposées par le haut (pour les autres, par pour moi): « il faut bien dire que beaucoup ne comprennent pas cette grève, car les mesures qui sont en question sont décidées et les gens se rendent compte que la situation actuelle nécessite de telles mesures d'urgence. »

« Mesures d'urgence »! Mais quelle urgence? Et quelles mesures par conséquent? S'agit-il de rembourser les banques très vite quel qu'en soit le prix, ou bien de trouver des solu-

tions pour éviter la chute déjà visible en Grèce? Poser la question c'est y répondre, pour ce qui concerne les médias de masse au moins.

Ils ne sont d'ailleurs pas seuls, les orientations syndicales ne font pas mieux (à l'exception notable de la CNE), se fourvoyant dans une logique productiviste inconséquente. Le magazine Syndicats titrait récemment: « pas de croissance sans pouvoir d'achat », pensant qu'« il n'est pas possible de courir sur une jambe. Les dépenses des consommateurs (travailleurs, allocataires...) ne peuvent pas s'arrêter elles non plus³ ». La société de consommation n'est-elle pas celle qui nous mène au désastre, sous nos yeux? Et quid des limites à l'exploitation de la nature pour les besoins du productivisme? Exit pour ce syndicat! D'abord le court-terme, le reste « on verra après »... mais après, ce sera trop tard. Sacro-sainte croissance qui oriente toute la pensée et l'action des acteurs sociaux-démocrates, alors qu'il nous faudrait d'abord nous fixer des finalités écologiques et sociales pour ensuite déterminer les moyens d'y parvenir. Se poser des questions: quel sens donné à la production, que produire, dans quelles conditions, pour qui?... Mais la priorité des décideurs est ailleurs: « Tout d'abord, nos chiffres sont bons. Après, c'est vrai que c'est bien d'être le journaliste préféré des Belges, mais si les téléspectateurs pouvaient appuyer encore plus souvent sur La Une, je serais encore plus comblé⁵ ». Vivement la saison 2 de « The Voice »!

Énoncer le non-dit, faire comprendre le compliqué, s'opposer à l'inadmissible, transmettre des savoirs, chuchoter ce qui doit passer en finesse, émanciper et défaire cette peur, dont celle des mots. Comme ce mot très gros: « antiproductivisme ». Ouarf! Tout

un monde mis en abîme en une fois! Derrière lui se cachent une somme de choses positives: croissance des liens, des échanges non marchands, du partage de connaissances, croissance de l'autonomie, de l'autoproduction, croissance de la capacité de penser...

Il y a des peurs que ce système engendre et dont il ne voudrait se passer, comme celle qui naît lorsque, conscient de l'absurdité ambiante, l'on tente d'en dénoncer les causes. Qu'est devenue notre liberté d'expression lorsqu'un vendeur de presse critiquant l'omnipotence, consentie par les pouvoirs publics, d'un diffuseur de presse — AMP — nous demande de ne pas citer même son prénom ni celui de sa femme? Qu'en avons-nous fait, alors qu'un musicien ayant témoigné de la censure culturelle organisée par les médias de masse, y compris la RTBF financée publiquement, refuse, dix jours avant le bouclage de notre journal que son interview soit publiée, même sous un pseudonyme?

Dépasser cette peur est indispensable pour prendre le chemin de sociétés décentes. Pourraient-elles se faire toutes seules? Et comment choisir ces sociétés si on ne peut même pas les dire?

Agir prend une autre dimension lorsque l'atomisation sociale et l'anomie font place à la convivialité et à la communauté. Il y a de quoi se réjouir: partout du collectif est cultivé, naît, renaît et prend force. Bien souvent sur un air de fête!

Jean-Baptiste Godinot
Alexandre Penasse
Pierre Lecrenier

(1) Voir « DSK, Hollande, etc... » Reportage de Julien Brygo, Pierre Carles et Aurore Van Opstal.
(2) 18 janvier 2012, www.lesoir.be
(3) Magazine Syndicats, 27 avril 2012.
(4) François De Brigode, dans le supplément télé de la Dernière Heure, 28 avril 2012.

COURRIER
DES LECTEURS

=> Envoyez vos réactions à: courrier@kairospresse.be (les courriers sélectionnés seront publiés en mentionnant les noms et prénoms que vous indiquez)

Cher monsieur,

J'ai entendu parler de la publication de votre journal Kairos. Celui-ci pourrait être un vecteur de communication intéressant pour nos produits. Pourriez-vous me donner les coordonnées de votre régie publicitaire ou me renseigner directement sur les conditions d'une annonce d'une demi-page dans votre magazine?

En vous remerciant d'avance,

Hynans

OK pour le titre et sa signification, mais pas d'accord pour le sous-titre Antiproductiviste.

Envisagez-vous une version papier + une version électronique?

J'aimerais aider un projet plus positif et réenchanté même si notre époque est pleine d'incertitudes. Tant qu'il est possible d'espérer, espérons!

Y a-t-il un comité de soutien et une réunion de lancement bientôt?

Bien à vous

Nous avons reçu le 14 mai le message dactylographié suivant, à la façon d'une odieuse lettre de chantage. Le courrier contenait une grasse liasse de billets:

« Monsieur,

Nous nous associons mes amis et moi pour soutenir le lancement de votre journal antiproductiviste.

C'est la moindre des choses après ces années passées à engraisser le système au point de bientôt le faire péter.

C'est une maigre contribution au vu de nos fortunes respectives mais faut pas déconner, nous n'allons tout de même pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis.

Faites en bon usage.

Albert Frère et fils and friend... »

J'ai lu attentivement le premier numéro de la revue Kairos et je voudrais vous faire part d'une part de ma satisfaction quant aux dossiers présentés mais aussi de mes critiques par rapport à la présentation de votre revue.

Je trouve les dossiers sur le nucléaire, la pub à la RTB, la coopérative Terre-en-vue, le cinéma, les lobbys à Bruxelles et l'article de Monsieur Jean-Pierre (que j'écoute chaque semaine à la radio) très intéressants et bien documentés. Par contre, je m'étonne que vous présentiez au nom de l'objection de croissance le progrès comme une mécanique d'exploitation par l'homme de l'Homme

et de la Nature et de la négation de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. (page 24, 2e paragraphe). S'agit-il d'une interprétation personnelle, d'une sensibilité particulière ou d'une erreur? J'aimerais en savoir plus.

Quant à votre critique de ce que vous appelez une presse d'opinion à petit tirage et plus précisément la mouvance journalistique liée aux gauches radicales, je la trouve caricaturale. Dire que cette presse est partisane (toute presse est partisane à commencer par la vôtre), concentre son attention sur les structures lointaines du pouvoir, élude le questionnement quant à sa propre participation au système et évoque l'écologie plus par souci du politiquement correct que par réelle préoccupation, qu'elle reste dans une logique productiviste est faux, insultant et montre hélas que vous connaissez mal cette presse.

Au plaisir de vous lire

Gui

Chers amis,

Je n'ai pas d'ordinateur, même pas une machine à écrire. C'est tout juste si je ne vous écris pas avec une plume d'oie (d'ailleurs, dans notre « société indécente », on supprime les bornes postales!).

J'avais passé la soirée à lire Kairos. Ma première pensée, le lendemain au réveil fut pour votre journal. « Chouette! y en a qui croient qu'une société plus décente

est possible ». Je me suis sentie toute guillerette, avec l'envie de sauter du lit.

Simplicité, convivialité, chaleur: voilà qui me séduit, qui m'a toujours touchée... transformations radicales des mentalités, changement de politique... Mais!!! Au fond de moi, je pense que c'est une utopie. Je vous écris quand même. Je m'abonne quand même. Je diffuse autour de moi votre journal quand même. Cependant il faudra qu'au fil des prochains numéros, vos rédacteurs me montrent les chemins à parcourir.

Mille fois zéro = zéro. Mille fois un = mille. 1000 gouttes! si peu que je fasse c'est plus que rien. Donc, je vais écrire à la RTB sans croire une seconde à l'efficacité de ma démarche. Pour le reste, je ne demande qu'à être convaincue.

En attendant le règne d'une société sans argent, que vont devenir tous ceux qui travaillent à la fabrication des crasses qu'il est inopportun d'acheter?? Que vont manger tous les citadins entassés dans les HLM sans jardins? Ceci n'est pas un argument personnel, je suis pensionnée.

Vous demandez des exemples. Une de mes jeunes amies pratique la simplicité volontaire. Elle a transformé en potager son petit jardin d'agrément. Elle s'est donné beaucoup de peine pour cultiver des légumes, sans pesticides. Elle n'a RIEN récolté: les limaces ont tout dévoré. Je veux dire par là que le chemin est difficile, ce que vous savez mieux que moi. J'aspire à votre société fraternelle, pourtant je n'ai pas la foi du charbonnier.

Voici le modeste son de cloche d'une lectrice qui vous découvre.

De tout cœur je vous souhaite bon vent, bon travail et de nombreux lecteurs.

Denise

Kairos tombe à pic. Vous l'avez bien vu. Nous avions effectivement besoin d'un journal comme celui-là. Je vous souhaite donc le meilleur et le plus d'abonnements possible pour assurer la continuité de votre travail et surtout sa pérennité. Michèle

Félicitations pour la naissance de ce journal antiproductiviste qui remet en question beaucoup de certitudes et bouscule les consensus mous et confortables de nos sociétés de consommation.

Bravo pour l'introduction de ces concepts subversifs qui ne peuvent qu'entraîner l'adhésion de ceux qui ont choisi de lire Kairos et pour les alternatives développées dans les 5 chroniques.

Permettez-moi toutefois d'exprimer une différence de point de vue tout à fait subjective et sans prétention de vérité. « L'insurrection des consciences » qui rendrait possible une société « décente » semble aller de pair, pour vous, avec l'idée de non-violence. L'ex-marxiste que je suis pense que cette révolte à l'échelle de l'homme ne peut produire un changement de monde que si elle s'accompagne d'une forme de violence. Violence de l'écriture, du geste, violence politique face à cette grégarité sociale qui nous entoure. Ici et maintenant. Bien amicalement. A.P.

Andrée P.

L'INDISPENSABLE DÉMONDIALISATION

Le 15 mai dernier, le nouveau rapport du WWF sur l'état du monde vivant (rapport Planète vivante 2012) confirme les tendances mises en évidence depuis de nombreuses années : un déclin alarmant de la biodiversité animale et une croissance de plus en plus insoutenable de la pression exercée par l'homme sur les ressources naturelles et les écosystèmes.

Entre 1970 et 2008 (dernières données disponibles), l'indice planète vivante, qui se base sur l'évolution de plus de 9000 populations animales appartenant à 2688 espèces de mammifères, oiseaux, reptiles, amphibiens et poissons, révèle un déclin global de 28% de la biodiversité animale.

Par ailleurs, on constate que depuis 1970, la consommation annuelle de ressources naturelles par l'homme excède la capacité de la planète à les renouveler. L'empreinte écologique, paramètre évaluant la pression exercée sur la biosphère est comparée à la capacité de régénération de la terre, sa biocapacité, laquelle correspond à la surface des terres disponibles pour produire les ressources renouvelables et absorber les émissions de CO₂. L'évolution montre une tendance croissante à la surconsommation ; alors qu'en 1970, l'empreinte écologique commence à dépasser la biocapacité, elle atteint 18,2 milliards d'hectares globaux en 2008 pour une biocapacité évaluée à 12 milliards d'hectares globaux, soit un excès de 50%. Il faut donc une année et demie à la planète pour régénérer les ressources consommées en un an ! Ce constat global ne doit pas masquer les énormes disparités entre pays et entre régions du Monde ; les auteurs de l'étude pointent la responsabilité particulière des pays dits riches ou développés. Le nord-américain moyen a une empreinte écologique de 7,1 hag et le citoyen de l'Union européenne de 4,7 hag alors que l'Africain atteint à peine 1,45 hag.

Un examen plus détaillé montre que le leadership dans la destruction de la planète est assuré par les pays dont le PIB par habitant est parmi les plus élevés, la Belgique occupant une peu enviable 6ème place, juste derrière les Etats-Unis et le Danemark, le podium étant logiquement occupé par les pays les plus artificiellement développés du monde qui sont le Qatar, le Koweït et les Emirats Arabes Unis.

En fait, le rapport du WWF n'apporte guère d'informations nouvelles, si on le compare aux versions antérieures. Il ne fait que confirmer la dégradation en cours depuis un demi-siècle. L'examen des courbes d'évolution apporte cependant des enseignements utiles qu'on peut s'étonner de ne pas voir tirés par les auteurs de l'étude.

Si on analyse en effet les données de ces vingt dernières années, soit celles qui se sont écoulées depuis le Sommet de la Terre de 1992, on

est bien forcé de remarquer l'absence d'inflexion des courbes d'évolution qu'on aurait dû constater après l'adoption de trois conventions internationales majeures sur le climat, la biodiversité et la désertification. Aucune de ces conventions n'a eu d'effet mesurable. Au contraire, même ; au tournant de l'an 2000, l'empreinte écologique a augmenté plus vite qu'auparavant de même que toutes ses composantes, en particulier l'empreinte carbone.

Il est vrai que la concrétisation de ces conventions prend du temps mais les protocoles de mise en œuvre n'ont pas non plus été suivis d'effets visibles. Le Protocole de Kyoto a été adopté en 1997 ; la lecture de la courbe de l'empreinte carbone montre bien que cela n'a pas amené d'amélioration. Certes, il est justifié de mettre en accusation le plus gros pollueur de la planète, en l'occurrence les Etats-Unis. La mauvaise volonté de ce pays est manifeste lorsqu'il s'agit de prendre des engagements multilatéraux. Elle s'est exprimée à l'occasion de tous les sommets internationaux consacrés aux enjeux environnementaux. Ce fut encore le cas à Copenhague en 2009. Mais il ne faudrait pas que la stigmatisation d'une telle attitude camoufle l'essentiel, c'est-à-dire la non pertinence des mécanismes mis en œuvre pour atteindre les objectifs qu'on prétend poursuivre.

Le Protocole de Kyoto est tout à fait exemplaire en la matière. Rappelons tout d'abord les faits : les émissions de dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles étaient en 2008 près de 40% plus élevées qu'en 1990, année de référence retenue par le Protocole de Kyoto. Les pays de l'annexe 1, signataires de ce Protocole, se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5% à l'échéance 2012. Cet objectif minimaliste ne sera pas atteint. On peut le déplorer mais on doit avant tout rappeler que cet engagement résulte d'une négociation très dure où chaque pays visait avant tout à limiter les contraintes sur ses activités économiques. En outre, il ne concerne que les émissions générées sur le territoire national, ce qui en limite fortement la portée. C'est d'autant plus vrai que l'accélération de la mondialisation économique s'est traduite depuis le début des années 90 par une tendance générale à la délocalisation de la production industrielle vers des Etats non soumis aux exigences du Protocole de Kyoto, comme l'Inde, la Chine ou les pays d'Europe de l'Est, là où par ailleurs le coût salarial de la production est dérisoire. Ainsi, il n'est pas tenu compte dans le calcul des émissions provoquées en-dehors du territoire national pour fabriquer et transporter les produits finis ou semi-finis importés pour satisfaire la demande nationale. Des pays considérés comme vertueux du fait qu'ils semblent en voie de respecter leurs engagements à l'égard du Protocole de Kyoto ont en fait délocalisé une part importante de leurs émissions de CO₂.

Si on ajoute que les mécanismes du Protocole de Kyoto comme les échanges de quotas d'émission et le développement propre permettent aux multinationales non seulement d'échapper à leurs obligations mais de réaliser des profits substantiels en délocalisant la pollution, on comprend que l'édifice réglementaire mis en place vise avant tout à ménager les acteurs économiques dominants tout en prétendant atteindre des objectifs ambitieux par une meilleure efficacité et l'innovation technologique.

L'accroissement régulier de l'empreinte écologique globale est la conséquence d'une logique économique qui ignore dans une large mesure ses retombées écologiques, néglige ce qui n'a pas de valeur marchande et exige une croissance permanente de ses activités. La mondialisation économique et financière, en confiant de facto la marche du monde aux grands acteurs économiques et financiers et en privant les décideurs politiques de leurs principales prérogatives ne peut qu'accélérer un processus intrinsèquement mortifère.

C'est ce qui est en cours depuis plus de 20 ans, le pas décisif ayant été franchi avec la mise en place de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1994, soit 2 ans après la Conférence de Rio. Dans un tel contexte, l'échec de cette conférence était programmé.

Le développement durable, nouvelle appellation de l'artificialisation du monde destinée à réhabiliter le développement économique grâce aux technologies vertes et à une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources ne peut être qu'une dangereuse illusion dès lors qu'il concerne aussi les pays dont l'empreinte écologique est déjà largement supérieure à leur biocapacité.

Les responsables politiques et associatifs qui se prétendent soucieux de l'avenir de la planète et de l'humanité doivent renoncer à l'idée que les mécanismes du marché sont adaptés pour réduire la surconsommation des pays développés ; ils doivent aussi se rendre compte que la démondialisation est un passage obligé si on veut réduire rapidement et significativement la pression sur les écosystèmes et les ressources naturelles.

Paul Lannoye

LIBRAIRES CONTRE MULTINATIONALES

SUR CE QUI PRÉCIPITE L'ALIÉNATION DU DIFFUSEUR DE PRESSE INDÉPENDANT

Certains y vont tous les jours, d'autres moins souvent, mais les petits libraires font partie de notre paysage social. Pour combien de temps encore ? Face à la position monopolistique du diffuseur de presse AMP qui régleme, en maître, ceux qu'il livre, les faillites de petits libraires se suivent. Ils ne seront pas remplacés, et s'ils le sont, forte est la probabilité que ce sera par des distributeurs de presse appartenant au même groupe que les AMP – le groupe Lagardère. Description de la mort organisée d'une profession et de la concentration qu'elle permet.

Les libraires indépendants¹ ferment boutique, petit à petit, suivant la vague de la colonisation qui transforme les épiceries en GB Express et les disquaires en Fnac². Certains résistent. D'autres, encore présents, ont déjà la tête ailleurs. « Dans trois mois, ça fera six ans qu'on est installé », lance Alexandre. Sur le mur, à droite du comptoir, une affiche de « Tous au Larzac³ », à côté d'une étagère proposant différents titres : Fakir, La Décroissance, et autres Sarkophage. Les chalands se suivent, on s'appelle par son prénom, Janne anticipe les demandes des habitués. Derrière le comptoir, le couple fait oublier à ceux qui passent qu'ils sont des clients. C'est qu'au fond, ils sont aussi bien autre chose. Ici l'échange humain prime, ça respire la camaraderie et la simplicité.

Ils avaient comme projet d'agrandir pour faire un coin d'échange et un étage supplémentaire avec un stock afin de développer une activité de commande en ligne de proximité... Ces projets sont à l'arrêt. « Le manque d'intelligence collective dans le secteur est telle que nous devons tout assumer, à commencer par le risque. Nous ne réinventerons pas seuls un secteur. Dans ces conditions, nous nous mettons en pause... le temps de respirer un peu. » Et puis, « le temps passe et nos enfants grandissent, on n'a aucun temps en famille ». « Mes parents vieillissent, mon père a la Parkinson », ajoute Alexandre. Derrière ces réalités humaines se dissimule la difficulté de combiner une activité professionnelle avec une vie de famille, de maîtriser le temps qui passe sans se fondre en lui, pour ne pas, comme disait Thoreau « quand je viendrais à mourir, découvrir que je n'avais pas vécu⁴ ».

Malchance ? Non ! Tout cela s'inscrit dans une structure économique dont les caractéristiques rendent les individus plus dépendants et les em-

pêchent de profiter d'un temps libéré du travail. Dans le quartier, devenu progressivement un lieu commercial, les maisons se vendent au minimum 500.000 euros. Dans la rue principale, c'est plus proche du double. Conséquence : les petits commerces ne peuvent survivre. Quand les anciens partent, ceux qui à l'époque avaient pu s'acheter une maison et y faire un commerce lorsque les prix étaient encore abordables, restent alors les seuls à pouvoir s'aligner sur les montants du marché : Quick, Ici Paris XI, Belgacom, Olivier Dachkin, Carrefour, Photo Hall, Léonidas, Exki, Club, Colruyt, ... le quartier devient un repère de succursales de multinationales. On est ici, mais on pourrait être ailleurs. Tous les lieux deviennent standardisés et interchangeable. Des lieux dédiés au seul échange marchand, sans plus d'an-crage social.

Les « petits » qui décident de rester s'enferment dans une dépendance financière qui rend les choix alternatifs hasardeux, si pas impossibles. Le désir de vivre en travaillant moins, autrement, de diversifier les activités, ne peuvent se concrétiser et laissent place à la résignation ou au départ. Et puis, ajoute Alexandre, « j'en ai marre de bosser pour Lagardère ». AMP, dont l'actionnaire principal est le groupe Lagardère, via sa filiale Lagardère Services⁵, occupe près de 90% du marché de la distribution de presse en Belgique, c'est-à-dire que l'entreprise travaille pour la majorité des éditeurs et distribue donc tous leurs titres, concluant avec ces derniers des accords d'exclusivité qui empêchent le libraire d'être livré par un autre. La problématique de l'exclusivité fait l'objet d'une procédure auprès de l'auditorat de la concurrence. D'autres procédures sont également en cours contre les AMP (vous en saurez plus dans le prochain numéro).

AMP, premier distributeur de presse nationale et internationale en Belgique, distribue près de 5.000 quotidiens et périodiques dans plus de 6.000 points de vente dans toute la Belgique. Il emploie 800 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 558 millions d'euros. La position quasi monopolistique du groupe dirigé par Arnaud Lagardère que Sarkozy considéra publiquement comme un « frère », rend la résistance très difficile : si le libraire refuse l'injonction du distributeur, il ne reçoit plus les journaux et magazines qu'il distribue, puis perd des clients...

Ce quasi monopole, les AMP l'exploitent sans vergogne pour assurer l'extension du groupe de leur patron. Cela fait plus de deux ans qu'Alexandre filme tous les invendus depuis que les AMP ont décidé de se doter d'un système – Axon – de détection automatique des titres et des quantités retournées, c'est-à-dire des invendus. « Très vite, les libraires se sont rendus compte que les quantités inscrites sur les bordereaux d'invendus

ne correspondaient pas au relevé dont ils nous créditaient après avoir contrôlé notre marchandise avec Axon ». Il y avait des erreurs, presque systématiquement en défaveur des libraires. Un autre libraire, Brahim⁶, ajoute : « face aux erreurs de comptage des invendus, ce sont eux qui ont raison. Il faut argumenter, expliquer, tous cela par écrit, on perd un temps fou ». Payer les invendus non comptabilisés, ça coûte. « Imaginons qu'on reçoive 50 revues, on en vend 40 et donc on en retourne 10. Le fisc devrait nous imposer sur 40 mais si les AMP en ont perdu 3, les AMP vont en créditer 7 et donc le fisc va nous imposer sur 43 ». En fin d'année, cela représente des montants importants. « Le service des invendus est à l'origine de pas mal de faillites ».

C'est la loi du plus fort, circulez ! Y'a rien à voir. Porter plainte ? « ça a été fait, mais ils ont les meilleurs avocats ». Et puis, « si vous les emmerdez un peu trop, ils vont vous trouver des "erreurs". La fois dernière, ils m'ont dit que j'avais oublié un bac, résultat : 15 euros plus la TVA à payer. Ce n'était pas vrai, mais impossible de le prouver vu qu'ils ont le dernier mot ». « Sans fourniture toute la journée, ajoute Carine, c'est un gros manque à gagner, si par exemple ils oublient La Libre du samedi ». Pour porter plainte, l'idéal est donc de ne plus être libraire : « on portera plainte deux semaines avant de nous retirer. Les gens ont peur, ils ont la trouille. De temps en temps un libraire gagne mais il n'ose pas le dire aux autres ». La peur ! Peur de témoigner, de dire tout haut tout ce qui ne va pas... de casser la loi du consensus faux.

Face à une justice à deux vitesses où les zéros sur la facture de l'avocat déterminent très largement l'issue d'un procès, demeure la lutte ? « Autrefois, on avait voulu boycotter la vente des cartes de tram parce qu'on ne recevait que 1% sur le prix de vente. Y'avait un noyau de résistance mais il était trop petit. Ce n'est pas dans le fond un choix individualiste, mais des conditions de vie qui déterminent cela : qui va payer le loyer à la fin du mois, les dettes, remplir le frigo ? Il n'y aura pas d'unité des libraires car leur condition d'existence ne leur permettra pas ». Et l'AMP ? Elle met la pression mais ne la subit pas. « Elle, elle peut faire faillite sans aucun problème puisque tout est loué. Les patrons peuvent se débarasser des travailleurs du jour au lendemain ».

Ce que marque surtout cette évolution, c'est la progression d'un modèle où la marchandisation des rapports devient totale. « Avant on connaissait les gens qui travaillaient aux AMP, il y avait un contact humain », explique Carine, installée avec Brahim depuis les années 90. La mort du rapport humain dont une forme est visible dans la distribution de la presse en grande surface est la continuation de la marchandisation des rapports, y compris des rapports professionnels. On



assiste là à la dépersonnalisation suprême des relations humaines, chacun devant n'être motivé que par le profit, reléguant sa responsabilité vers des sommets hiérarchisés impersonnels et souvent injoignables. Le libraire indépendant, lorsqu'il appelle l'AMP pour signaler un problème, se retrouve face à un opérateur téléphonique interchangeable, qui ne peut prendre aucune décision, mais surtout qui est incapable d'établir une relation humaine avec le libraire mais entretient la logique de l'échange marchand. Le gérant d'un Relay ou d'un Press Shop, point de vente du groupe Lagardère, que ce dernier peut licencier à sa guise en fonction de ses besoins, nous indiquera lorsque nous lui présenterons Kairos qu'il ne peut faire aucun choix, cette décision étant celle des AMP. Même chez les libraires indépendants, bien souvent, « c'est eux qui décident des titres qu'on doit recevoir ».

La défection des libraires indépendants, ceux parmi lesquels on peut encore trouver quelques hérétiques, ces résistants de l'évolutionnisme ploutocratique, fait pourtant progresser la mainmise monopolistique des multinationales sur l'ensemble de la filière de la presse. Lagardère a en effet des activités dans le secteur de la publication électronique et de celle de livres (Dunod, Hachette, Stock, Le Livre de Poche,...), dans la presse (Elle, Paris-Match, le Journal du dimanche ...) la radio (Virgin Radio, Europe 1, ...) télévision, production audiovisuelle (Julie Lescaut, Joséphine Ange Gardien, le catalogue Cousteau, le film Cyrano de Bergerac ou encore Le Hussard sur le Toit, ...) ainsi que dans le numérique⁷. Il possède également des régies publicitaires et des services de diffuseurs de presse, comme Relay. Contrôler les différents niveaux de la presse – édition, diffusion, distribution – c'est s'assurer une maîtrise sur la pensée en choisissant ce que l'on donne à lire, à voir et à écouter aux gens. Lorsqu'on ne pourra plus distribuer nulle part les journaux critiques qui aiguisent la pensée, leur combat sera gagné. Il n'y aura alors plus que leur presse racoleuse, leurs publicités indécentes et crasses, leur presse où l'information n'est qu'un prétexte.

Le problème concerne 4.500 familles d'indépendants et devrait donc être relayé dans les journaux quotidiens ou sur les principales chaînes de télévision. Or, excepté un billet dans l'Echo et un débat en trompe-l'œil au Parlement de la Communauté française dont on connaît la volonté lorsqu'il s'agit de s'opposer à la marchandisation de la culture, rien n'a été dit. Le libraire [Alexandre] a bien contacté la RTBF, qui lui a indiqué de façon politiquement correcte « être sensible à la situation des diffuseurs de presse », en s'empresant toutefois d'ajouter : « votre combat n'est pas télévisuel ». On se demandera ce qu'est pour la chaîne un « combat télévisuel » ? Faux-fuyant qui exprime toute la lourdeur de chaînes soumises au diktat de l'audimat, de la publicité et, en fin de compte, de Lagardère et ses amis.

L'antiproductivisme passe nécessairement par la dénonciation des consortiums multiactivités comme Lagardère. Le maintien de diffuseurs de presse indépendants est partie liée avec la pérennité d'une presse alternative, notamment antiproductiviste. La lutte implique que l'on puisse vivre de son métier tout en profitant d'un temps libéré du travail, mais aussi que l'on restitue la sociabilité, c'est-à-dire que l'on remette de l'humain dans la profession. Cela passera nécessairement par la disparition de ces multinationales omnipotentes et omniprésentes, comme l'est le Groupe Lagardère.

Sinon, l'avenir n'aura qu'un débouché que notre ami libraire voit venir : « on va vers le modèle unique des grandes surfaces, la vente en ligne, la fin du contact humain. S'ils continuent, ils vont tuer tous les petits libraires. Là où j'habitais avant, il y avait quatre libraires, maintenant il n'y en a plus qu'un ».

A. P.

(1) Qu'on préférera nommer ainsi dans cet article, mais que l'on appelle aussi parfois « vendeurs de presse ».

(2) évolution qui, malgré la perpétuation des diverses grandes surfaces et autres mégacentres, répond en fait à une demande du public d'un retour au commerce de proximité.

(3) Un film de Christian Rouaud, retraçant la lutte longue et courageuse des insurgés du Larzac contre l'extension du camp militaire.

(4) Henri David Thoreau, *Walden ou la vie dans les bois*, Editions Gallimard, 1922.

(5) Présent aux Etats-Unis, au Canada, en Allemagne, en Pologne, en Espagne, en Europe Centrale, en Suisse et en France.

(6) Les prénoms de Brahim et Carine sont des prénoms d'emprunt, ces libraires craignant des représailles commerciales des AMP.

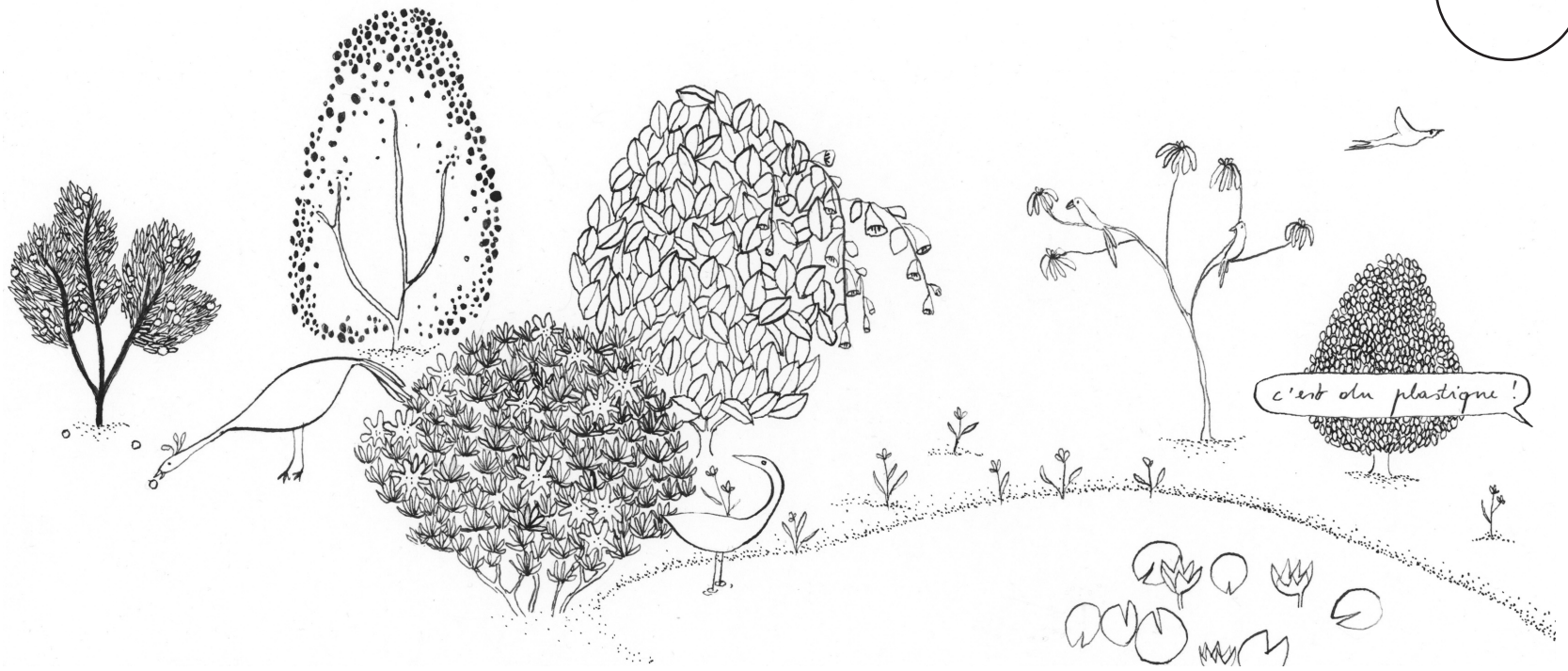
(7) Voir l'article en ligne et l'organigramme de l'empire Lagardère et de ses satellites.

DES PISTES DE SOLUTION

L'indépendance des diffuseurs de presse demande des mesures combinées qui s'inscrivent dans un véritable plan de développement. Il faut « repartir à zéro et recréer un réseau de proximité, avec des gens qui retrouvent le goût de faire ce métier, métier qui soit attractif au niveau intellectuel et financier », nous dit Alexandre. Cela passera par diverses mesures, à (re)faire et à penser : intervention de l'Etat dans un réel souci de soutenir le diffuseur indépendant, prix unique du livre, système coopératif de façon à réinventer un modèle économique qui soit viable, ...

TOUT EST NORMAL

CHRONIQUE



Le temps presse et de plus en plus. L'étendue et la nature de la crise à laquelle nous sommes confrontés paraît bien et de jour en jour plus évidemment, prendre des allures de catastrophe dont bien peu, trop peu, parmi les décideurs politiques d'ici et d'ailleurs, semblent vouloir ou pouvoir prendre la mesure.

De la même manière, on le voit aussi, les masses, les peuples, les gens, enfin, sont tout aussi bien comme paralysés, subjugués et pétrifiés par les périls qui leur apparaissent de loin en loin, au détour d'un article de journal ou d'une brève à la télévision ou à la radio.

C'est que, bien évidemment et, hélas, de long-temps, la presse, à de rares exceptions près, fait cause commune avec ceux qui, par tous les moyens, obstruent et cachent, transforment, détournent et manipulent tout ce - et les discours de tous ceux - qui pourraient faire obstacle à l'inexorable marche en avant d'un progrès dont le visage est partout maquillé en une farce joyeuse et résolument optimiste.

Ici, on célèbre les merveilleuses prouesses de la science et de la technique et ses sensationnelles applications, en vente dans les meilleurs magasins; là, on falsifie et l'on réfute fallacieusement l'impact des activités industrielles sur le climat, la biodiversité, la qualité de l'air, de l'eau et des aliments mis en circulation; ailleurs, enfin, on vante le sérieux et l'inaltérable dévouement des gouvernements «démocratiquement élus» à l'endroit des heureux citoyens libres de choisir leur modèle de voiture et la décoration de leur intérieur.

Mais l'on feint d'ignorer que dans ces mêmes heureuses contrées si libres et prospères - malgré la navrante propension de millions de gens à s'appauvrir - le fichage des citoyens est devenu la norme et non plus l'exception, que, partout, des services parallèles et mis en place discrètement s'intéressent aux déviants sociaux, aux fortes têtes et autres syndicalistes trop remuants ou vindicatifs, bref, que cette fameuse liberté ne va pas sans quelques restrictions, fâcheuses, certes, mais nécessaires à la bonne marche des affaires de l'Etat et des affaires tout court, on l'a vu tout récemment au Québec.

Enfin, les moyens dont disposent ceux qui ont la charge du maintien d'un ordre qui ne souffre pas d'être contrarié, se sont vus partout largement augmentés sans que pour autant s'expriment les

plus petites objections devant cet état de fait, sinon de loin en loin et à la marge du discours dominant. Lequel, on ne le dénoncera jamais assez, est entré dans pratiquement toutes les têtes; et celles qui, ici comme ailleurs, ont vu leurs illusions se perdre en même temps que leur venait la conscience de la réalité des choses, sont devant une tâche gigantesque. Car il s'agit de rien moins que de monter à l'assaut d'un système dont le centre vital est le langage - et donc, des pensées, des concepts et des pratiques - qui s'est institué à la naissance de la société industrielle et capitaliste il y a plus de deux cents ans.

Que ce soit sur le sens donné à la propriété, au travail et à sa division - locale et internationale - à la nature et aux usages de l'argent, à la fétichisation de la marchandise et son corollaire, l'irrépressible consommation de tout et de n'importe quoi. Tout cela et tout ce qui en a découlé dans tous les domaines de la vie sociale est parfaitement ancré dans un maximum de têtes. Il continue de sembler naturel, aux yeux du plus grand nombre, que le salariat soit la seule récompense au travail forcé de millions de gens, que son absence soit vue comme une manière de malédiction ou de grave carence dans la fameuse insertion sociale et les liens qui s'y nouent, qu'elle soit ressentie comme exclusion, ce sont ce genre de propos sans appel, parmi tant d'autres, que l'on continue d'asséner dans toutes les sphères des pouvoirs - jusqu'aux discours syndicaux - et qui ne souffrent aucune contestation. Que l'économie soit devenue une science, tout le monde ou presque en convient et ce malgré les échecs retentissants et, par de nombreux côtés, parfaitement cocasses, des thèses défendues par tant de spécialistes patentés au langage abscons qui, devant et malgré le fiasco financier qui va s'amplifiant de jour en jour, n'en continuent pas moins d'inspirer les décideurs politiques.

Voyez dans quelle désastreuse situation se trouve la Grèce, à commencer par son peuple, pour avoir été contrainte d'appliquer les recommandations ou, plutôt, les ordres, des délégués de la Commission européenne, venus là les poches remplies de traités d'économie à l'usage des mauvais gestionnaires.

Voyez où en est l'Italie, l'Espagne, le Portugal; et observez la panique qui agite les «décideurs» devant le risque d'une déconfiture qui pourrait gagner les pays qui se croient à l'abri de la contagion.

Maintenant, outre ces misérables affaires d'argent gagné et perdu, de ces groupes plus ou moins occultes et à l'abri de toute sanction, qui spéculent sur les dettes qui frappent et vont frapper de plus en plus violemment les peuples du continent, ce ne sont finalement que détails qui, s'accumulant, ne font qu'ajouter confusion et incompréhension aux pauvres spectateurs que sont devenus les malheureux citoyens que nous sommes pour la plupart devenus. Tout au fond de ce à quoi nous assistons, il faut bien voir et comprendre que rien ne ressort de la fatalité ou des accidents de parcours d'un projet universel qu'il faudrait avoir le courage de regarder - malgré les arts plastiques, la littérature, la musique - comme, finalement, une répugnante et monstrueuse aventure de guerres et de massacres dans laquelle est embarquée, pour son malheur, la totalité de notre espèce et, avec elle, toutes les créatures qui faisaient la beauté d'un monde. Nous n'aurons sûrement pas - et peut-être même jamais - l'occasion d'en appeler à toutes les sciences pour tenter de comprendre comment, à un moment de l'évolution et de l'Histoire, nous avons commencé d'emprunter le douloureux chemin qui nous a conduit là où nous en sommes. Assurément, il y a eu comme une erreur, ou un tournant, un cafouillage dans la programmation d'un processus, dont nous sommes - nous humains - en même temps, les artisans et les victimes. Et peut-être est-il illusoire de penser ou de croire que, quels que soient les bonnes volontés et les talents qui attendent de pouvoir influencer le cours des choses, nous puissions vraiment espérer voir le monde devenir meilleur qu'il n'est. Et il n'est peut-être pas indifférent que, de temps à autre, nous ayons à l'esprit que des forces et des mouvements d'un gigantisme proprement inimaginable sont à l'oeuvre, partout, dans tous les univers; et que cette sphère bleue, où nous nous débattons, n'est, au regard du Tout de la Nature infinie, qu'un ridicule et infime grain de poussière; les hommes, les civilisations et les étoiles sont mortels. Mais que cela ne nous console ni ne nous absolve de quoi que ce soit, c'est sur ce grain de poussière que nous vivons; et qu'il nous faut lutter.

Jean-Pierre L. Collignon

HYSTÉRIE CROISSANTE

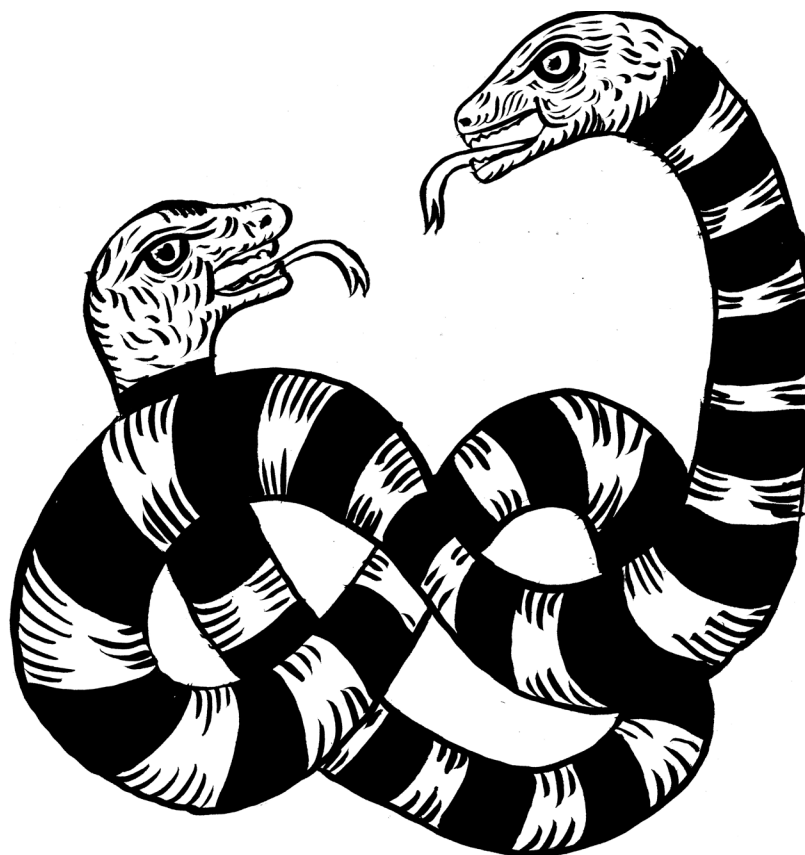
Quand l'opération « austérité » a-t-elle commencé ? Il n'y a pas si longtemps que ça. Rappelons-nous : la crise des subprimes américains devient publique en 2007; Lehman Brothers, l'une des cinq plus grandes banques des USA fait faillite le 15 septembre 2008. C'est alors la Bérézina qui depuis n'en finit plus et a muté en crise de la dette, donna un prétexte aux ultraproductivistes pour mettre en place des politiques de destruction économique et sociale qui débouchent sur une crise complète de la zone euro.

À vrai dire ces politiques, imposées par le haut aux plus bas, tombaient à pic. Souvenez-vous que fin 2009 avait lieu le sommet de Copenhague qui devait faire naître un accord international capable de trouver une issue à la crise climatique. La montagne de cette mégarecontre a accouché d'un non-résultat qui est une faute historiquement impardonnable. C'était fin 2009, en pleine crise bancaire pourtant, et l'insoutenabilité de nos modes de développement commençait à s'installer dans les consciences, à devenir un thème politique central. Une sourde et puissante pression était perceptible, questionnant frontalement le fantasme non-dit qui irrigue toute l'action politique et ses discours: plus est mieux et grâce à cela demain serait meilleur qu'aujourd'hui. Le sommet de Copenhague avait servi de point focal de cette remise en cause, décuplant les interrogations qui naissent en toute logique du caractère suicidaire de nos sociétés de croissance infinie.

Copenhague, dont la réussite n'était possible qu'à condition de sortir du productivisme (il ne fallait pas prendre ses désirs pour des réalités), fut oublié. Les interrogations sur nos modes de vie le furent également et la nouvelle opération de com' internationale prit la place vacante: face à la crise, il faut être responsable, il faut se serrer la ceinture, il faut L'AUSTERITE. Remarquez qu'il est vrai que nous devons impérativement réduire drastiquement la taille de l'économie et notre consommation matérielle, sauf à dévaster la planète. C'est une condition *sine qua non* pour retrouver les voies de sociétés décentes, non-productivistes. L'austérité façon merkozy, au contraire, a pour premiers effets de délier tout ce qui fait société et d'approfondir le productivisme en le portant un peu plus loin sur le chemin du désastre.

L'étape suivante de ce plan de com' se déroule en ce moment même: l'austérité ne suffit pas pour rétablir les comptes, il faut donc relancer la croissance. Comment? Une si ardue bataille commence, engagée entre la gauche et la droite, pour savoir si l'on va s'employer à détruire le monde et les peuples en leur faisant construire des ponts (verts bien sûr) ou en leur faisant consommer davantage de produits inutiles (mais verts bien sûr). Qui de Hollande ou de Merkel parviendra à imposer son point de vue? Sans doute créera-t-on plus de dette pour investir publiquement et tenter de réduire momentanément le chômage, et dans le même temps, des dérégulations massives, notamment sur le marché du travail et le système de sécurité sociale seront imposées tous azimuts.

Avec ces deux termes « austérité » et « relance », la prise de conscience active de l'insoutenabilité de nos modes de vie a été reléguée au placard et le délire croissantiste a trouvé un nouveau développement. Deux termes, et deux temps: les peuples sont mis sous forte pression d'abord, ils



accepteront un productivisme plus dur encore présenté comme seule issue ensuite.

Après l'austérité, c'est donc la croissance hystérique. Toute la social-démocratie s'y met avec un zèle sans limite, en bon élève du libéralisme. Lobbies, politiques, journalistes, syndicats, font chorus pour la croissance. Nulle part il n'est question de se poser quelques questions de bon sens, auxquelles les enfants de sept ans parviennent à répondre. Après 60 ans de politiques de croissance et en regard du résultat, ne devrait-on pas réfléchir à changer la recette? Est-il impossible, par hasard, que la croissance de l'économie pendant plus d'un demi-siècle débouche sur des problèmes de saturation? Les prix croissants de l'énergie ne rendent-ils pas irréaliste la croissance du PIB à terme? La croissance de la taille de l'économie n'implique-t-elle pas l'augmentation des prix de l'énergie? Est-ce que la taille de l'économie peut augmenter à l'infini sur une planète aux ressources limitées?

Mais le propre du fanatisme, n'est-ce pas de ne pas s'interroger sur l'objet d'un culte délirant? Le fanatique a une façon simple de traiter les points de vues qui ne s'accordent pas à sa lubie ou qui questionnent l'emprise que l'objet du culte exerce sur lui. Il les élimine par tous les moyens. En les éludant, les discréditant, les insultant, les repoussant, les détruisant.

Ainsi voit-on régulièrement des fanatiques révéler sans nuance la nature du culte que l'Occident voue à la croissance. Un exemple nous en a été fourni dans La Libre Belgique du 22 mai 2012 qui relayait complaisamment les propos de Bruno Colmant, « professeur à la Vlerick Management School et à l'UCL », et accessoirement ex-patron de la bourse. Monsieur Colman assène: « Ces pays, peu industrialisés, ont besoin de croissance et pas d'austérité et surtout pas de décroissance car cela conduit à de la déflation et donc une récession accrue. La décroissance est une imposture intellectuelle ».

Une analyse dont la profondeur se résume en gros à : la décroissance n'est pas de la croissance et il nous faut de la croissance, donc la

décroissance est une imposture. On cherche en vain le début d'un commencement d'argumentation dans ce propos à la circularité de bulle.

D'existentiels Bruno Colman ne voient pas comme le cercle vicieux de l'économie de croissance est bouclé, la croissance engendrant l'austérité, et devant également permettre d'en sortir...

Tout enfermés dans leur délire, ils ne peuvent qu'en conclure que les options qui consistent à en sortir sont invalides.

Ce serait excusable si les enjeux étaient autres. Mais de quoi s'agit-il?

À vouloir relancer la croissance, ils vont mécaniquement dévaster les outils de sécurité sociale (des « coûts ») et accroître gravement la pauvreté et la misère. Ils vont accélérer la consommation des ressources naturelles sans lesquelles et jusqu'à preuve du contraire on ne peut produire aucun bien de consommation. Ils vont augmenter la pollution qui en découle. L'accès aux ressources est déjà l'enjeu de guerres, du pétrole par exemple en Irak, Lybie, Afghanistan, au Soudan. Sur quoi peut déboucher la relance d'une économie qui dépend de ces ressources qui se raréfient ? La pollution dépasse de nombreux seuils de stabilité. L'humanité, Occident en tête, n'a jamais émis autant de gaz à effet de serre et le bouleversement du climat est à deux doigts de devenir incontrôlable, alors qu'elle condamne déjà des millions de personnes dans les pays les plus exposés.

Ce dont il s'agit, ce n'est pas autre chose que de la paix, en Europe et dans le monde, de la sauvegarde d'une planète habitable, de la possibilité pour la génération actuelle de pouvoir mener une vie décente et, pour la prochaine génération, de pouvoir simplement vivre.

Monsieur Colman et les fanatiques de la croissance jouent avec nos vies. Ils ne sont pas amusants, ils ne sont pas bienveillants, ils ne sont pas raisonnables, ils sont dangereux. Les laisser faire revient à nous condamner.

J-B G

DEUXIÈME RAPPORT DU CLUB DE ROME: IL N'Y AURA PAS D'ATTERRISSAGE EN DOUCEUR

En 1972 paraissait le premier rapport du Club de Rome intitulé dans sa version française « Limites à la croissance? ». Denis Meadows, qui pilotait l'étude, expliquait différents scénarios envisageables obtenus grâce à un modèle informatique créé par son équipe. Il s'agissait de savoir ce qu'allait devenir le monde, envisagé comme un système. Le rapport fit apparaître publiquement quelque chose qui était connu de longue date et indiqué depuis deux siècles par les Indiens des plaines: détruire la Terre-mère ne peut qu'amener la ruine des peuples qui vivent dessus. Cette observation empirique des premiers Américains n'avait pas convaincu Buffalo Bill et ses acolytes. Le constat cette fois documenté géologiquement fut à nouveau énoncé en 1948 par Fairfield Osborn¹, toujours aux Etats-Unis. En 1971, un an avant le rapport Meadows, encore au pays de l'oncle Sam, Georgescu-Roegen, mathématicien et économiste père de « la décroissance », avait indiqué en termes cette fois bio-économiques que l'idée même d'une croissance infinie sur une planète aux ressources finies est une absurdité suicidaire. Quelques années plus tard, Georgescu, après avoir souligné le rôle important du travail du Club de Rome dans la diffusion du débat sur la question des limites, avait d'ailleurs critiqué le rapport indiquant notamment que l'état stationnaire prôné par l'équipe de chercheurs était illusoire et qu'il fallait un projet de « decline », traduit en français par « décroissance », sans modèle clé en mains : « À n'en point douter, la croissance actuelle doit non seulement cesser, mais être inversée. Mais quiconque croit pouvoir écrire un projet pour le salut écologique de l'espèce humaine ne comprend pas la nature de l'évolution ni même de l'histoire, qui ne s'apparente pas à un processus physico-chimique prévisible et contrôlable comme la cuisson d'un œuf ou le lancement d'une fusée vers la lune mais qui consiste en une lutte permanente dans des formes constamment nouvelles. »²

Le rapport Meadows avait néanmoins imposé à l'agenda de l'époque les fondements d'un questionnement écologique qui n'allait plus quitter la pensée occidentale: il y a des limites à la croissance économique. Le constat, terrifiant pour les productivistes de tout bord fut logiquement âprement combattu et relégué à la marge de l'attention politico-médiatique, notamment par la création du vocable « développement durable », dès l'origine couplé à « une nouvelle phase de croissance ». Sans doute n'y a-t-il rien eu d'aussi efficace que l'invention du terme « développement durable » pour saper l'écologie politique.

Quarante ans après ce premier rapport dont les principaux résultats se sont avérés être d'une extraordinaire précision, le Club de Rome vient de publier un second opus intitulé « 2052: une prévision globale pour les quarante prochaines années ». Qu'avons-nous fait durant les 40 années passées pour prendre la voie de la soute-

nabilité et que nous réservent les 40 prochaines, en fonction des décisions que nous prendrons? L'auteur de ce nouveau rapport, Jorgen Randers, Professeur au « Center for Climate Strategy at the Norwegian School of Management (BI) », indique dans la conférence de lancement de ce rapport³, avoir voulu répondre à son souci pour l'avenir en proposant une description analytique propre à satisfaire sa curiosité personnelle. Il constate que le monde n'a pas pris la direction de la soutenabilité, et que dès lors l'atterrissage en douceur, promis par le développement durable n'est plus envisageable. Il y aura selon lui un rappel brutal à des niveaux de soutenabilité par des chocs ou effondrements dont le détail n'est pas connu.



Randers identifie comme principal et premier problème le court-termisme qui régent aussi bien l'économie capitaliste que la démocratie représentative et qui rend presque invisible tout événement ou enjeu à plus de 5 ans. Entre la logique électorale et les retours sur investissements, les dynamiques de moyens et long terme qu'il est indispensable de mettre en œuvre pour éviter l'effondrement ne trouvent pas leurs décideurs.

Entre autres prévisions, l'auteur affirme que la population mondiale atteindra un maximum de 8 milliards d'êtres humains aux alentours de 2040, la différence avec les projections des démographes étant liée à la forte baisse de la fertilité due à la pollution environnementale dans les milieux urbains. Il affirme que la croissance ne sera plus possible dans les pays riches, tous les surplus de faibles points de PIB étant consommés par la lutte contre les catastrophes et dégâts provoqués par la croissance. Enfin, 3 milliards d'individus n'atteindront jamais le niveau de vie des occidentaux et à terme, les pauvres auront de sérieuses

difficultés à acheter la nourriture qui pourra être produite mais à des coûts supérieurs.

Randers établit 4 recommandations pour limiter l'ampleur du choc: 1) avoir peu d'enfants, en particulier dans les pays riches où chaque individu a un poids plus lourd sur la planète, 2) réduire drastiquement l'empreinte écologique globale, en commençant par les pays riches où elle est la plus élevée. Pour ce faire, il est indispensable d'arrêter de consommer les énergies fossiles, 3) construire un système énergétique pauvre en carbone au Sud, conçu par le Sud et payé par le Nord, 4) renforcer notre capacité à agir vite et prendre en charge les défis de long terme.

Le chercheur souligne que pour pouvoir mener ces défis à bien, le plein emploi et la réduction des inégalités sociales sont des conditions nécessaires, mais que l'évolution actuelle n'est pas favorable à l'accomplissement de ces deux conditions.

Ajoutons une condition supplémentaire à celles présentées par Jorgen Randers pour éviter d'emprunter la voie du pire: il est nécessaire qu'un nombre suffisant de personnes, groupes et organisations se positionnent contre les politiques court-termistes qui visent à relancer l'appareil économique dans le sens suicidaire qu'est le sien. Et il est en plus nécessaire que ces personnes et organisations se mobilisent conjointement et solidairement pour se donner une chance de pouvoir renverser la vapeur. Car le sort qui menace les besoins identifiés par ce second rapport du Club de Rome est le même que le précédent: l'enfumage puis la relégation. Les forces opposées à toute limitation du développement de la puissance industrielle sont plus fortes que jamais et ne montrent aucun signe de vouloir s'arrêter pour laisser place aux alternatives locales que l'on observe ici et là.

La création d'un rapport de force contre le productivisme est indispensable. Il suppose lui-même un accord préalable sur les enjeux à poursuivre et les rythmes à respecter. En l'occurrence, les analyses du Club de Rome indiquent qu'il faut un changement radical, de l'ordre du renversement, dans les années qui arrivent. Les stratégies des petits pas et aménagements à la marge doivent être considérées pour ce qu'elles sont réellement: des obstacles à l'émergence des forces et des idées nécessaires, comme le fut et le reste l'oxymore « développement durable ».

J-B G.

(1) Fairfield Osborn, La planète au pillage, Paris, Actes Sud, (1948), 2008

(2) N. Georgescu-Roegen, La décroissance. Entropie – écologie – économie, Paris, Sang de la Terre, (1979), 2ème édition, 1995, p. 91.

(3) En ligne sur www.clubofrome.org



POUR UNE RTBF SANS PUB

DEUXIÈME PARTIE

Ce second volet de notre dossier « RTBF sans pub » met l'accent sur les effets pernicious de la pub diffusée par la RTBF aux travers de différentes analyses. Finalement, la meilleure façon de se protéger de la pub à la télévision, c'est encore de se passer autant que possible du petit écran, des alternatives pédagogiques simples existent. La vraie vie n'est pas à la télé !

LA DÉCROISSANCE VUE PAR LES CONVAINCUS... DE LA CROISSANCE

DÉCRYPTAGE D'UNE ÉMISSION FAUSSEMENT NEUTRE

Une chaîne télévisée, quelle qu'elle soit – RTL, RTBF, TF1...–, qui dépend en partie des revenus des annonceurs peut-elle objectivement traiter des sujets comme la simplicité volontaire et la décroissance ? Réaliser une émission sur ce thème est-il un gage suffisant dès lors que, à priori, les deux parties « opposées » semblent équitablement représentées, donnant le sentiment d'une forme d'impartialité ? Le décryptage de la façon d'aborder la décroissance dans une émission nous laisse toutefois penser que trop souvent encore, on ne peut présenter celle-ci que sous les traits comiques de la caricature.

Le traitement médiatique d'un sujet comme la décroissance – remise en question de la croissance, l'un des fondements de nos sociétés productivistes – peut sembler à priori neutre lorsqu'il est le fait d'une émission, Question à la une, qui affirme « mener l'enquête dans un esprit "poil à gratter", sur un ton à la fois pertinent et impertinent et "avec le pied dans la porte" s'il le faut ! ». Pourtant, se pose la question : comment une chaîne pourrait-elle traiter de façon équilibrée la simplicité volontaire ? Alors même qu'elle nous abreuve copieusement de publicités et racle les téléspectateurs/consommateurs dans une course à l'audimat empruntée au style de la chaîne privée RTL, pour laquelle on se dispense- ra d'arguments critiques tant elle a valeur de dépotoir – sans que nous assimilions évidemment le spectateur de la chaîne à celle-ci.

Elle ne le peut plus, et donc feint de le pouvoir. Ainsi retrouve-t-on dans l'approche faussement objective choisie par l'émission les ficelles classiques du traitement médiatique de l'« étrangeté » : « combien sont-ils en Belgique à partager les idées de la simplicité volontaire ? », questionne en voix-off la journaliste, alors que nous voyons sur l'écran des individus autour d'une table filmés d'un point situé hors de la pièce où se situe l'action. « En Belgique, reprend la journaliste, on estime qu'un demi-millier de personnes adhère officiellement au mouvement ; elles forment même une sorte de club »... Dans cette mise en scène, dans les mots utilisés (« Une sorte de club », « on estime »), on suggère, volontairement ou non l'étrangeté, l'anormal face à une norme reprise comme si elle allait de soi, quotidiennement par la RTBF et le monde médiatique². Ces « anormaux », au sens de ceux qui refusent et contestent la norme de la société de consommation et souhaitent ne plus la suivre, sont implicitement associés à une secte – un « club » –, ou à des individus qui doivent se soigner : « ici [dans les groupes de parole de simplicité volontaire], ils racontent leur parcours de simplicitaires, un peu à la manière des alcooliques anonymes », explique la journaliste. Or, si les groupes de simplicité vo-

lontaire se revendiquent des méthodes comme celles qui encadrent les réunions des alcooliques anonymes, la journaliste joue sur cette ambiguïté en ne précisant pas que la similarité porte bien sur les types d'organisations entre les deux groupes, et non sur les raisons qui amènent les individus à y participer. D'emblée, les simplicitaires et autres décroissants semblent nécessiter une cure d'adaptation.

« ÇA NE VOUS GÊNE PAS, C'EST CONTRADICTOIRE QUAND MÊME ? »

Dans cette approche de la décroissance, nous retrouvons également les tentatives de discrédit que l'on rencontre fréquemment, en particulier celle qui cherche le moindre indice d'« incohérence » : « Mais qu'est-ce que cette noix de coco fait là ? », demande d'une ingénuité affectée la journaliste à un représentant de la simplicité volontaire qui lui fait voir le contenu de son frigo. « Dans cette alimentation, répond celui-ci, on apprécie assez bien aussi quelques fruits exotiques, dont les noix de coco »... « qui ont voyagé ! » reprend la journaliste. « Qui ont voyagé, tout à fait, et alors ici quelques olives qui ont voyagé d'Espagne jusqu'ici ». « Ça, ça ne vous gêne pas, c'est contradictoire quand même ? », entonne la journaliste dans un refrain bien connu. Voilà ici la grande attaque au niveau individuel qui se répercute sur les mouvements de la décroissance et de la simplicité volontaire, et tente de leur faire perdre toute crédibilité, comme s'il fallait être tout à fait propre avant de se laver. Vous posséderiez deux voitures dans votre ménage, partiriez plusieurs fois par an en avion dans un lieu exotique, consommeriez sans vous questionner tout ce qu'on vous propose au supermarché... là, conforme à la norme, point de reproches on vous ferait. La remise en question du système consumériste et les tentatives d'échapper autant que faire se peut à son emprise demanderaient une

sorte de perfection, une absence de contradiction ; d'être intégralement et absolument cohérent. Mais cette injonction tacite élude la réalité du problème auquel nous sommes tous confrontés : nous ne pouvons sortir complètement et en une fois du mode de société qui nous est imposé, et cette fausse possibilité crée l'illusion de l'argumentation suprême qui décrédibilise toute contestation.

Si la cohérence implique l'union des comportements de l'individu avec ses idées contraires au système dominant, n'ayant pas d'incidence sur le fonctionnement global de ce système, il ne peut totalement y être étranger. Certains, devant cette impossibilité d'être « parfaits » poussent le plus loin possible les expériences d'opposition, et se voient alors qualifiés de radicaux, voir d'extrémistes. Ainsi, la radicalité se mesure-t-elle trop souvent en fonction d'une minorité agissant différemment de la masse, au lieu de l'être à l'aune de certaines valeurs morales et de décence. Dans ce cadre, on ne questionne pas les valeurs portées par la pensée dominante – consommation, bagnole, malbouffe, individualisation, marchandisation de tout, société du spectacle, concurrence et compétition...–, prise comme neutre idéologiquement, mais uniquement l'écart par rapport à cette norme majoritaire entretenue par le discours médiatique.

La norme qui nous est imposée n'a rien d'anormal pour ceux qui l'acceptent, à l'instar du journaliste qui, agissant en tant qu'individu, est soumis à des contraintes normatives. En adoptant cette approche cinématographique, il ne fait donc que répondre à une logique sociale dominante qu'il reproduit et qui a pour lui un caractère d'évidence, persuadé qu'il agit librement « avec le pied dans la porte, s'il le faut ».

Lorsque la journaliste énonce en voix off : « de toute évidence, Claire et Antoine ne manquent pas de ressources, alors pourquoi se contenter d'une Yourte ? », l'explication des concernés ne peut suffire à se soustraire de toute la puissance de domination symbolique qui se trouve dans

l'interrogation — dont la force s'exprime dans des termes comme «manque» et «contenter». Poser la question, c'est énoncer en filigrane une réponse seconde, implicite, celle dictée par nos modes de vie et l'idéologie dominante : avoir des ressources, synonyme dans cette question d'avoir de l'argent, implique nécessairement d'adopter le mode de vie confortable et moderne telle que la société définit ce qui est confortable et moderne. Dans cette norme, yourtes, maisons en paille, dômes, absence de voiture... simplicité, sont des manques et ne se justifient pas si, en plus, on a les «ressources». Si on ne les a pas à portée, on s'endettera.

Toute présentation des actions « hors-système » se rapporte, implicitement ou non, à la puissance de la logique du système dominant auquel les individus tentent d'échapper. Ce n'est donc jamais le système dominant qui sera questionné à l'aune des contre-exemples qu'on lui oppose, mais ces derniers qui seront démontés au regard du système dominant ; et la majorité silencieuse qui en découle aura valeur de suffisance, et donc valeur d'argument en soi. La recherche ne prendra donc pas la forme d'un questionnement mais celle d'un interrogatoire où l'individu devra se défendre de ce qu'il est et se justifier. Dans cette épreuve, toute contradiction prouvée annulera implicitement tous fondements de la dissidence au système dominant. Exemple : le travail salarié ayant une place hégémonique dans l'idéologie néolibérale dominante, il n'est pas anodin que la journaliste interpelle vivement au milieu d'une réponse un membre d'un habitat groupé par un «vous travaillez!?!», un «non» lui ayant sans doute offert une «preuve» en or.

- Arnsperger Christian : «*J'essaye juste de dire ce que je pense qu'on devrait tous faire*»

- Journaliste : «*Mais que vous ne faites pas non plus!*»

- A.C. : «*Que je ne fais pas plus que les autres parce qu'on est très, très loin dans l'autre sens*».

L'interview de Christian Arnsperger, universitaire et objecteur de croissance, prend la forme d'un réquisitoire où l'interrogé doit faire montre de sa totale bonne volonté, qui prouverait sa cohérence. Devant cette impossibilité de cohérence parfaite,

« le patron de la bourse,
Vincent Van Dessel, n'a pas
« beau être dans le système »,
il y est, et pour de bon »

la journaliste peut continuer son entretien et déployer un questionnaire moins accusateur étant donné que l'interviewé est déjà institué dans sa position incohérente : « *il a beau être dans le système, ce que prône Christian Arnsperger c'est une véritable révolution (voix off)* ».

LES EXPERTS CROISSANTISTES DE LA DÉCROISSANCE

Point de questionnements par contre sur le mode de vie du patron de la bourse Vincent Van Dessel (VVD), puisque ce dernier adopte celui, dans le style haut-standing décomplexé, que légitime et prône la société capitaliste. Pas besoin donc de le questionner sur son empreinte écologique, sa pratique du golf : « *j'ai découvert le golf d'abord à Keerbergen, près de Malines, au Zoute ensuite*³ », et le ravage environnemental que représente ce sport, vu que lui n'a pas « *beau être dans le système* », il y est, et pour de bon. Vous ne trouverez donc que des cohérences, qu'il créera même, et

surtout, en oeuvrant dans le monde objectif avec ses « *amis médecins, notaires ou entrepreneurs, (...) patrons du BEL20 (...) A cette bande de « copains knokkois» s'ajoute l'un ou l'autre banquier qu'il connaît bien* »... que du beau monde, fanatique de la croissance, de l'amélioration de leur niveau de vie, de l'augmentation de leur revenu et de la chasse aux chômeurs. La RTBF l'instituera donc en expert économique — comme elle institue couramment l'économiste en chef de la banque Degroof en précepteur des auditeurs de la Première, à l'instar également du Soir qui recourt fréquemment à ses services.

- Journaliste : « *Alors, de doux rêveurs les adeptes de la simplicité volontaire ? Nous voici à la Bourse de Bruxelles, Vincent Van Dessel en est le patron depuis 2 ans (...) Selon V.V.D. encourager la décroissance égale "attention danger" (Une cloche retentit)* » :

- Vincent Van Dessel : « *La décroissance c'est quelque chose qui existe régulièrement. Quand on parle de crise, on parle au fait d'une période de « mini-décroissance » ; on parle déjà de crise, alors vous imaginez ce que ce serait si c'était une grande décroissance* ».

Rappelant s'il le faut, par l'expression introductive « *doux rêveur* » — parti pris qui assimile à nouveau l'entreprise décroissante à quelque chose de peu crédible⁴ —, la journaliste place d'emblée l'interviewé dans le rôle d'expert patenté et définit le champ de l'enquête et ses deux positions: le plouc et son mode de vie; l'expert et ses expertises. Nous offrirons ailleurs certains contre-arguments à la présentation totalement erronée et malsaine en cette période de crise appelée à bouleverser pour toujours cette religieuse croissance, présentation totalement fautive de la décroissance⁵.

- Journaliste : « *Ça veut dire quoi précisément ?* »

- VDD : « *Ça veut dire qu'on se trouve dans une situation de 1929 à l'échelle extrême. Ça veut dire qu'on provoque le chômage, on diminue l'emploi, on a des gens en rue, on a la révolution, on n'a plus de revenus*⁶. »

Festival de pensée toute faite :

- Journaliste : « *Diaboliser la croissance, est-ce bien raisonnable ? A la FEB, la Fédération des Entreprises de Belgique, nous rencontrons Isabelle Callens, l'experte maison de l'économie ; la croissance est l'une des raisons d'être des entreprises, alors ici, on préfère parler des bienfaits du système, comme paraît-il, la globalisation* ».

« *Diaboliser* » d'un côté, « *raisonnable* » de l'autre ; « *Transformer en diable. Faire passer pour diabolique, présenter sous un jour défavorable* » d'un côté, « *qui pense selon la raison, se conduit avec bon sens et mesure, d'une manière réfléchie* » de l'autre selon Le Petit Robert. Toute la subjectivité de l'un opposée à l'objectivité de l'autre.

- Isabelle Callens : « *Mine de rien (sic), la globalisation a eu des effets positifs, sur la qualité de vie des gens, on regarde même des indicateurs de formation, de niveau d'éducation, de niveau de santé. Ça fait que depuis qu'on a la globalisation et qu'il y a accès à l'ensemble de ces ressources, qu'il y a échange de marchandises, il y a quand même augmentation des ces indicateurs de base là ; donc je parle d'espérance de vie, de santé des gens, de niveau d'éducation. Donc sur le long terme, ça apporte quand même l'ensemble de ces choses-là* ».

- journaliste : « *consommez moins, produire moins, et en conséquence mettre moins de gens au travail, ça Isabelle Callens n'y croit guère* »

(Retentit la sonnerie du rappel à l'ordre — néolibéral —, la même qu'avec VDD)

- I.C. : « *Je ne comprends pas comment on va continuer à faire vivre un système de sécurité sociale qui est déjà en péril maintenant, en mettant moins de gens au travail. Ça je n'arrive pas à comprendre. Non, mais si on ne paie pas d'impôts, on ne sait plus payer les infirmières, les instituteurs, nos routes elles sont déjà dans un état pas possible, comment on va les payer, comment on va payer nos fonctionnaires ? Tous nos ministres dont on a besoin pour négocier (sic), pour... je sais pas* ».

Voix off : « *comment payer nos ministres pour négocier, un détail auquel nos simplicitaires n'ont sans doute pas pensé. Ils sont bien trop occupés à promouvoir la vie simple* » ...

La journaliste ne nous expliquera pas que le but du capitalisme est d'augmenter les gains de productivité, et donc de réduire le plus possible la part de travail salarié humain ; elle ne nous expliquera pas non plus que le système de sécurité sociale continue d'être le leitmotiv alors que les acquis sociaux sont sacrifiés sur l'autel de la croissance ; elle ne nous dira pas plus qu'il peut exister autre chose que travail salarié et consumérisme. Demandons aux plus d'un milliard d'individus démunis, perdants de la mondialisation ; aux Grecs, où se joue le théâtre de la désolation, lieu d'expérimentation par les banquiers et leurs acolytes gouvernementaux, si ce ne sont pas les mêmes, des politiques du pire. La journaliste ne nous dira pas que tout cela n'est pas affaire de croyance — « *Isabelle Callens n'y croit guère...* ».

Donnant l'illusion de l'impartialité en interviewant les deux parties, l'émission fait ici abstraction de la constance d'un contexte favorable aux laudateurs de la croissance.

De façon générale, nous ne nous étonnerons donc guère de la caricature offerte, si l'on garde en mémoire qu'une chaîne télévisée, ou tout autre média commercial, s'inscrit dans une société marchande hégémonique, qui détermine fortement ce qu'elle peut dire et ne pas dire, les limites à ne pas dépasser et les impertinences pertinentes.

La RTBF, en tant que chaîne publique d'intérêt général subsidiée par le citoyen, a-t-elle au fond la possibilité de décrire plus objectivement et avec constance des expériences alternatives, d'autres voies que celles de la société de consommation, de sortir de l'effet de mode, sans s'opposer frontalement aux annonceurs ?

A.P.

(1) Émission de la RTBF du mercredi 21 septembre 2011 : «*Peut-on survivre sans consommer* ? »

(2) C'est-à-dire que nous pensons que même si une émission de ce type pouvait contenir des éléments objectifs, on ne peut faire abstraction du fait qu'elle s'inscrit dans une grille de programme, c'est-à-dire dans un contexte prégnant en complète contradiction avec ces éléments : elle est donc un moment critique qui, même paraissant sortir du cadre accepté de la contestation, y reste tant cet « instant » se noie dans le flot continu d'une idéologie véhiculée constamment.

(3) Les citations proviennent d'un article en ligne : « Le réseau du patron de la Bourse de Bruxelles » <http://trends.levif.be/economie/actualite/people/le-reseau-du-patron-de-la-bourse-de-bruxelles/article-1194876158785.htm>

(4) Il faudrait, pour se faire une idée du contexte particulier qui permet à la journaliste d'appeler ainsi les adeptes de la simplicité volontaire, imaginer la journaliste utiliser cette même expression pour qualifier le patron de la bourse.

(5) Notamment cette confusion volontairement entretenue entre décroissance subie dans une société de croissance et le projet de la décroissance. « Le mot "décroissance" ne doit pas être pris pour la négation de la croissance, la croissance négative ; il constitue un slogan provocateur pour casser la langue de bois de la mythologie productiviste (...) la décroissance renvoie à une sortie de la société de consommation ». Serge Latouche, *Vers une société d'abondance frugale*, édition Mille et un nuits, p.32.

(6) Crise de 29 dont les hérauts du néolibéralisme usent comme épouvantail alors qu'eux-mêmes modifieraient leur comportement s'ils en avaient tiré les vraies conséquences. Le lecteur visionnera avec intérêt à ce sujet : « 1929 », de William Karel, reportage qui relate plus objectivement ce que fut cette crise.

(7) Imaginons à nouveau que la journaliste inverse la proposition : «*diaboliser la décroissance, est-ce bien raisonnable*».

(8) En demeurant dans la logique d'une société de croissance, Isabelle Callens a raison sur ce point, même si elle ne reconnaîtrait certainement pas la révolution que cette connaissance implique. La social-démocratie s'est construite sur la croissance et les contreparties accordées au monde du travail ont empêché une nécessaire révolution socialiste qui aurait alors dû avoir lieu pour sortir le prolétariat de la misère.

TANT QU'IL Y A DU BRUIT ET DE L'IMAGE ...

Jean-Louis* travaille depuis plusieurs années à la RTBF.
Il nous donne des éclairages sur le fonctionnement interne et sur l'influence de la pub à la RTBF.

Kairos : *Quelles sont les principales évolutions que tu as pu observer à la RTBF depuis que tu y travailles? Qu'en penses-tu ?*

Jean-Louis : Je vois deux principales évolutions, c'est l'importance croissante de la pub et le passage au numérique, pensé dès 2004 et visible à partir de 2009. Il faut savoir que la RTBF est à la pointe de la technologie et que de gros investissements en matériel et savoir faire ont été réalisés dans ce sens. Aujourd'hui beaucoup de contenus (films, séries, magazines) « voyagent » entre services sous forme de fichiers informatiques et non plus par des cassettes. Pour la pub, il n'y a pas grande évolution de ce point de vue puisque c'est un contenu spécifique, qui suivait cette voie depuis longtemps. Cela dit je n'irai pas jusqu'à dire qu'il y a eu un effet d'entraînement : ce n'est pas parce que la pub transitait sous forme de fichier qu'on a décidé de faire la même chose avec d'autres contenus. Par contre, je peux affirmer que la numérisation et surtout la multiplication d'outils informatiques divers ont un effet direct sur le travail et peuvent augmenter le rythme et la pression dans beaucoup de services.

Kairos : *Peux-tu préciser la manière dont la pub influence la RTBF? Est-ce qu'il y a par exemple des instructions pro-publicitaires claires qui circulent ?*

Jean-Louis : La RTBF est quasi aussi soucieuse de la pub que les chaînes privées, même si son financement publicitaire est réduit par rapport à la dotation (rapport de 1 à 4) . Ça se retrouve dans les pratiques publicitaires, avec parfois des sanctions à la clef comme ça a été le cas pour un placement de produits d'une marque de riz, condamné par le CSA.

J'observe dans mon travail que la pub pourrait tout à la RTBF, tant en télé qu'en radio, et que ça se passe avant tout dans nos têtes. Ce n'est pas la peine d'imaginer un boss méchant, des cadres néolibéraux ou une direction rétrograde. Ils ne veulent pas la fin de la RTBF ou du service public, mais ce sont des modernes « progressistes », des « sociaux libéraux ».

La pub pour eux c'est naturel comme la modernité... C'est donc dans les têtes que ça se passe, l'avancée de la pub et de son idéologie est diffuse, indirecte. Pratiquement, on pourrait dire parfois à la RTBF qu'il est plus facile de supprimer un contenu (émission, série) que de la pub, parce que la pub « on n'y touche pas ».

J'ai une anecdote à ce propos. Un travailleur plus âgé, qui avait commencé sa carrière quand il y a avait encore un vrai idéal du service public audiovisuel, ne voulait pas couper un documentaire avec de la pub. Des jeunes de son équipe lui

répondirent du tac-au-tac: « il faut bien de la pub pour vivre ». Voilà, c'est à l'image de la maison. Il n'y a pas de note interne qui explique que la priorité c'est la pub, c'est beaucoup plus vicieux parce que c'est intégré très tôt.

Kairos : *Comment expliques-tu ce changement ?*

Jean-Louis : ça commence dans les écoles de com', ainsi qu' à l'université où on bourre le crâne des élèves de cours de marketing. Le caractère diffus de cette « colonisation des esprits » est important. C'est le fait que cette colonisation soit « diffuse » qui la rend socialement acceptable... et difficilement attaquable !

La pub te met dans une propension générale à consommer contre laquelle tu peux difficilement lutter et résister. Fais l'exercice de remplacer tous les messages publicitaires que tu vois dans ta journée par un seul mot, explicite : « achète! », affiché partout, visible à la télévision, audible en radio en lieu et place des pubs, et regarde le monde que ça pourrait être : ce ne serait pas du harcèlement, ça ? Bien sûr que oui ! Mais comme ce n'est pas manifeste, on peut difficilement s'y opposer.

L'omniprésence de la publicité est désormais intégrée. Ce caractère idéologique dépasse les employés de la RTBF. C'est toute la société qui est dans cet état. On dira que les gens peuvent toujours choisir de consommer ou pas, sans se poser la question de savoir s'il faut qu'il y ait de la pub ou pas. Je compare ça à la croyance en Dieu au Moyen-âge. Que tu pries 10 fois par jour ou une fois par semaine, Dieu imprégnait la société ! Son existence et sa présence ne se discutaient même pas !

L'un des éléments clés pour comprendre cette évolution et cette idéologie, c'est le mode de gestion de la RTBF. L'administrateur-délégué a fait Solvay, une école de gestion. Ce sont des gestionnaires, ils sont formés à n'avoir aucune lecture critique théorique ou politique. Pour eux, la pub est un paramètre comme un autre. C'est une variable à prendre en compte et à faire évoluer pour atteindre des objectifs chiffrés. La vision du bien commun ou de service au public en est profondément modifiée et ils prétendent que « c'est comme ça ». Mais ça n'a rien de naturel.

A mon avis les gens qui ont ce genre de formation, de gestionnaire Solvay, ils devraient être conseillers mais pas décideurs.

Kairos : *Tu trouves que c'est généralisé dans la direction ce penchant gestionnaire? Ça a quel genre d'influence sur les relations de travail ?*

Jean-Louis : On retrouve cet esprit gestionnaire et managérial à la RMB [Régie-Média-Belge. Voir Kairos n°1] mais sous des traits tout à fait carica-

turaux. A la RMB, ce sont des commerciaux purs: leur boulot, c'est de vendre de l'espace TV et radio publicitaire de la RTBF. Comme la RMB fait rentrer de l'argent à la RTBF, ils se permettent d'être parfois injurieux vis-à-vis de ceux qui y travaillent. C'est assez primaire (rires). Pourtant c'est la RTBF qui possède la RMB, pas l'inverse...

A la RTBF, le mode de gestion est pyramidal, on doit exécuter les directives, sans discussion. Dans les cercles de décision, ils se croient souvent au-dessus de la mêlée et meilleurs que les autres. Et pourtant, est-ce que la RTBF s'améliore? Idéale-

« Pour elle, présenter le JT, ce n'est pas faire du journalisme, c'est juste... présenter une émission »

ment, si tu veux qu'un système fonctionne, tu dois permettre de faire remonter de l'information de la base au sommet. Mais à la RTBF ça ne marche pas toujours parce que ceux qui sont chargés de le faire ont souvent des craintes. Ça se comprend: de manière générale, toute information qui remonte est prise pour une contestation par la direction. Le hic c'est que dans une organisation, lorsque l'on n'écoute pas ce qui se passe à la base, ça ne fonctionne pas. À vrai dire ce problème n'est pas neuf, mais vu l'évolution actuelle, ça ne risque pas de s'améliorer.

Du coup, on a vu fleurir dernièrement dans les panneaux d'avis des ascenseurs une annonce indiquant qu'il avait été fait appel à une société externe pour gérer les questions liées au stress. C'est hallucinant, c'est le médicament - sans doute très cher d'ailleurs - plutôt que le retour réflexif sur l'organisation du travail. Forcément on ne peut pas en attendre des miracles.

Kairos : *De ton point de vue qu'est-ce qu'il faudrait faire prioritairement pour améliorer les choses ?*

Jean-Louis : Ouf ! C'est LA question ! Le changement prioritaire à mon avis c'est d'arrêter de mettre des gestionnaires type « Solvay » à la tête de la RTBF. Mais là, vu que c'est le politique qui choisit les têtes de la RTBF, c'est peut-être de leur côté qu'il faudrait poser la question.

Les « Solvay's boys » ont une vision du service public évaluée en terme d'audimat, de ratio coût/bénéfice et de légalité. De « quantification » des choses, en fait.. Pour eux, l'éthique c'est la loi et ça s'arrête là. Mais la loi peut être injuste! Et si la

* Prénom d'emprunt.

loi autorise à passer du porno dès 14 heures, ça sera OK pour la RTBF ?! Et on en profitera pour passer de la pub ??

On fait des programmes qui sont conçus pour attirer de la publicité sans laquelle on ne peut financer ces programmes. Le dernier exemple c'est bien sûr « the voice ». Les droits coûtent cher, c'est un produit type « Endémol », co-réalisé avec une boîte extérieure. Ce n'est pas la RTBF qui fait seule ce programme. L'un des enjeux de « the voice », c'est de ramener des jeunes vers la télévision, via les réseaux sociaux facebook et twitter qui sont intégrés à l'émission. Et c'est bourré de pub!! Ça ne va pas dans le bon sens.

Kairos: *Quelle radio-télévision de service public pour l'avenir selon toi?*

Jean-Louis : De manière générale, la qualité éditoriale de la RTBF devient désastreuse.

C'est de plus en plus vide de contenu et de plus en plus plein de bruits et d'images. C'est de plus en plus vide de sens.

J'ai deux anecdotes relatives à l'info à raconter, pour terminer.

Une ancienne Miss Belgique était interviewée dans un magazine belge. Présentatrice de la météo, elle disait rêver de « présenter un jour le JT ». À aucun moment, elle ne semblait faire la relation entre présenter le JT et faire du journalisme. Pour elle, présenter le JT, ce n'est pas faire du journalisme, c'est juste... présenter une émission, ici d'information. C'est exemplatif de l'évolution médiatique.

La différence entre la conception du JT et sa présentation est de plus en plus forte, et le présentateur a de plus en plus de pouvoir. Pourquoi? Parce que c'est l'image; il n'est pas éditeur (celui qui décide de l'ordonnancement d'un JT), mais c'est la figure du JT, ce sont eux qui font l'audimat. On se retrouve donc dans des situations où la rédaction et l'éditeur du JT peuvent avoir moins d'influence sur les choix d'ordre des sujets par exemple, que le présentateur. Ça donne un agencement de sujets sans véritable fil rouge. Certains disent en interne qu'ils ont honte de la RTBF.

La deuxième anecdote, c'était il y a de cela plusieurs années. Hugues Le Paige racontait : « lorsque j'ai commencé, mon rédac'chef m'a dit « Hugues, tu as 2 jours pour faire ton reportage ». Aujourd'hui, c'est quasiment l'inverse. Un journaliste a un jour pour faire 2 reportages !

Tant qu'il y a du bruit et de l'image...

Propos recueillis par J.-B. Godinot

QUELLE RÉGULATION POUR L'AUDIOVISUEL EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE?

Il n'y a plus de service public audiovisuel en Communauté française de Belgique. Reste une « entreprise publique autonome ». L'autonomie dont il est ici question est celle dont jouit l'entreprise à l'intérieur d'un cadre réglementaire spécifique, déterminé par la loi et par un contrat de gestion. Le contrat de gestion, plus précis que la loi, établit notamment les missions de service public que l'entreprise doit réaliser en contrepartie d'un financement public, une dotation.

Jusqu'ici, tout va relativement bien puisque la formule de l'entreprise publique autonome (EPA) pourrait permettre un peu plus de souplesse que le service public, parfois bureaucratisé de façon kafkaïenne. Toutefois, pour que cela fonctionne, la régulation et le contrôle sont indispensables : il faut pouvoir s'assurer que les missions de service public soient correctement remplies et si nécessaire, corriger le tir. Or les dispositifs existants sont partiellement défectueux, pour des motifs variés qui se rejoignent dans l'importance excessive des partis dans la vie politique belge. Donnons trois exemples symptomatiques.

UNE COMPOSITION DES ORGANES DU CSA DÉSÉQUILIBRÉE

Au sein du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) chargé de la régulation de l'audiovisuel en Communauté française, le Collège d'autorisation et de contrôle¹ a notamment pour mission de contrôler le respect des règles et de traiter les plaintes (celles relatives à la publicité commerciale sont les plus nombreuses). Au sein de ce Collège, siège notamment Mme Sèpul pour le Conseil de la publicité, le principal lobby publicitaire belge. Cette bizarrerie pourrait éventuellement se comprendre vu le rôle de l'industrie publicitaire dans l'audiovisuel et la mission corégulatrice du CSA. Mais l'on cherche en vain dans ce même collège des associations qui défendent l'audiovisuel sans pub. Impossible de parler de composition équilibrée au sein du CSA.

En réalité, le Parlement et le Gouvernement de la Communauté française, qui nomment chacun la moitié des membres du Collège, semblent ne pas avoir de réflexion sur sa composition autre que politicienne. Chaque parti propose un représentant d'un intérêt particulier et le soumet aux autres partis. Les rapports de force font le reste: untel amène celui-ci, l'autre celui-là, on ne discute pas. Il s'agit de placer les copains et ménager les ententes, pas de chercher l'équilibre démocratique dans un organe dont la mission de régulation est pourtant essentielle.

Cette même logique a des résultats encore plus graves: ainsi siège au sein du Conseil M. Rea Fuente, qui est par ailleurs secrétaire de cabinet de M. Demeyer, Bourgmestre (PS) de la ville de Liège. Il a été nommé par la ministre Laanan (PS).

Or, la ville de Liège est actionnaire de VOO. VOO est « l'image n°1 de TECTEO »², une intercommunale dont l'une des activités consiste à fournir l'accès à la télévision. La loi prévoit que ces fournisseurs d'accès sont contrôlés... par le CSA. Il y a donc au cœur même du CSA un représentant d'un actionnaire crucial d'un fournisseur d'accès TV lequel doit être contrôlé... par le CSA !

On appellerait cela un conflit d'intérêt que l'on ne manquerait pas de se faire gourmander par les chantres de la rénovation du PS. Remarquez, il n'y a pas que le PS: ni les deux autres partis de la majorité, ni l'opposition, ni la presse n'ont mouffé. Dormez tranquilles et regardez bien la télé.

LA MINISTRE DE L'AUDIOVISUEL DÉFORCE LE CSA

À votre avis, quelle est la première chaîne de télévision de la Communauté française? Eh bien non, ce n'est pas RTL-TVi, qui réalise les plus gros chiffres d'audimat et se présente comme la principale chaîne belge francophone. Parce que RTL-TVi, dont les locaux sont situés à Bruxelles, s'est expatriée juridiquement au Luxembourg, où les règles publicitaires sont moins contraignantes. La Ministre coupable, pour ne pas dire responsable, Mme Laanan a signé un protocole de « coopération » avec le Luxembourg, pour faire comme si elle allait pouvoir tout de même faire quelque chose³, contre l'avis du CSA - dont le président valeureux est lui aussi étiqueté PS - qui se battait pour ne pas laisser toute latitude à la publicité venue du pays des banques. Depuis, les questions parlementaires se suivent et indiquent bien entendu que le gouvernement n'a aucun contrôle sur la chaîne. Plus personne en Belgique n'a donc plus rien à dire à la chaîne de télévision la plus regardée de la Communauté française...

Du même coup, la crédibilité du CSA est ébranlée par cette décision, puisqu'il doit rappeler à l'ordre des télévisions qui font moins d'audience que RTL, laquelle leur inflige une concurrence dès lors déloyale.

Mais pourquoi diable la Ministre a-t-elle accepté sans broncher, et même facilité cette situation proprement hallucinante? Réponse: parce que le PS a besoin de se montrer à RTL-TVi. À nouveau, soulignons que les autres partis politiques n'ont



pas levé le petit doigt pour s'opposer à ce scandale démocratique. En dehors de quelques gesticulations parfaitement inoffensives, rien.

MAIS QUE FAIT LE PARLEMENT ? IL SE FAIT PASSIONNÉMENT LOBER PAR LE GOUVERNEMENT

Le contrat de gestion est un outil de plus en plus utilisé (celui de la SNCB est en cours de renégociations⁽¹⁾). C'est un texte très concret, qui est négocié entre le gouvernement et la direction de l'entreprise publique autonome. Il est donc négocié entre un très petit nombre de personnes, avec trop peu d'implications du Parlement. Un contact du CSA nous indique le paradoxe suivant: le Parlement intervient dans l'écriture du décret (la loi) qui est assez général sur certains points, mais il n'a pas grand chose à dire sur des textes comme le contrat de gestion qui sont plus précis. Il peut se saisir de la chose avec des auditions puis remettre des avis, mais on a vu lors de la précédente renégociation du contrat de gestion de la RTBF qu'il avait tout fait pour ne pas y parvenir⁽²⁾.

En découle un enjeu crucial pour les entreprises publiques autonomes: que les parlements puissent participer activement et en profondeur à la rédaction de ces contrats, sans devoir obéir au gouvernement. Dans nos démocraties de moins en moins représentatives, remettre le Parlement au centre, empêcher qu'il se fasse toujours plus loper par le gouvernement voire par des instan-

ces supranationales (pensons à l'absurdissime « règle d'or » budgétaire imposée par l'Europe) est crucial.

Qui pourrait changer la donne, rendre du pouvoir au Parlement ?

Les parlementaires eux-mêmes ont toute latitude de le faire. Mais il se trouve qu'ils sont « bloqués »⁽³⁾... par leurs partis politiques, dont les directions en quête de chiffres demandent la discipline de leurs troupes. Voilà un verrou qui explique pour une bonne part que tout ce petit monde obéit à la logique médiatique et économiste. Vite, de l'air: ne vous laissez pas mourir, présentez vos listes aux élections!

Jean-Baptiste Godinot

(1) <http://www.csa.be/organes/cac>

(2) <http://www.tecteo.be/tecteo-secteurs-vo.html>

(3) Ce document-monument et sa défense ministérielle sont en ligne : http://www.fadilalaanan.net/downloads/pdf/AccordGDLux_Dossier_2009.06.04.pdf

(4) Voir <http://www.pourunrailperformant.be/>

(5) Le Parlement s'était divisé notamment sur les questions relatives à la publicité commerciale à la RTBF. Ecolo était alors dans l'opposition et faisait mine de s'opposer à d'avantage de pub. Le Parlement n'était pas parvenu à remettre un avis unique et la ministre avait reçu une série de notes. Une fois passées les élections régionales de 2009 et Ecolo entré au gouvernement, tout le monde a voté pour la pub, sauf le MR, encore dans l'opposition.

(6) Tout est relatif : une proportion très conséquente des parlementaires aiment bien être bloqués si l'on en juge par leur attitude suivie et attentiste...



TÉLÉVISION : DANGERS ET REMÈDES

SERGE TISSERON⁽¹⁾

Beaucoup d'entre nous sentent bien qu'il n'est plus possible de laisser nos vies être de plus en plus happées par les écrans, mais nous ne voyons pas comment nous y prendre pour vivre autrement. Et c'est bien normal, parce que la plus grande violence des écrans est justement de nous enfermer dans la solitude. Nous n'y voyons nulle part de valorisation des actions collectives, du débat, de la controverse et de l'échange. Chez les jeunes enfants, le problème est plus grave encore. Elle leur propose un défilement continu d'images et de sons qui sont non seulement énigmatiques pour eux – comme la plupart de ce qui les entoure à cet âge –, mais qui ne s'adaptent jamais à leurs attentes et à leurs rythmes. Elle entrave de ce fait la construction de repères essentiels à cet âge. C'est pourquoi, depuis 1999, l'Académie Américaine de Pédiatrie déconseille de mettre les enfants de moins de deux ans devant la télévision, demande que les plus grands n'y soient pas exposés plus de deux heures par jour et préconise de ne jamais mettre la télévision dans leur chambre². Mais la télévision est devenue en quelques années une nounou dont beaucoup de parents ne sauraient plus se passer ! C'est pourquoi, parallèlement à une information la plus large possible du public, il est essentiel de mettre en place des programmes de prévention. Certains relèvent des pouvoirs publics comme l'interdiction de la publicité dans les tranches horaires destinées aux enfants, mais d'autres relèvent de l'initiative citoyenne des parents et des pédagogues.

1. Des méfaits avérés

On sait depuis longtemps que la télévision favorise le surpoids et l'obésité³. Mais elle retarde aussi le langage, et les programmes sois-disants « adaptés aux jeunes enfants » n'ont pas plus d'effets positifs que les autres⁴. Dans les apprentissages, c'est en effet la capacité de l'adulte de moduler sa voix en fonction de ses propres états émotionnels en harmonie avec ceux du bébé qui importe.

Il a aussi été montré que la télévision est nocive au développement des bébés même en bruit de fond, et qu'il est préférable que les parents l'éteignent quand leur bébé est dans la pièce⁵.

Enfin, la télévision perturbe la construction de la représentation de soi. Un jeune enfant interagit avec le monde par tous ses sens. Il se traîne par terre en même temps qu'il pousse ses jouets, et préfère ceux qui sont un peu lourds et lui offrent une résistance à ceux qui ne pèsent pratiquement rien – d'où le succès à cet âge de ceux qui sont en bois. En même temps, il les porte sans cesse à sa bouche et il recherche le bruit qu'ils font... et sait d'ailleurs les rendre tous bruyants en les traînant sur le sol ! Autrement dit, la relation du jeune enfant à ses jouets est multisensorielle, associant la vue, l'audition, le toucher et l'odorat. C'est dans cette intrication permanente que se tisse son image inconsciente du corps et que s'installe son sentiment d'être à la fois « dans son corps » et « au monde », et le temps passé

devant un écran nuit évidemment à ces mises en place.

2. Des handicaps qui subsistent à l'âge de 10 ans

Plus préoccupant encore, ces effets persistent à dix ans et sont mesurables⁶. Chaque heure de plus passée devant un téléviseur entre deux et quatre ans (au-delà de deux heures) se traduit à l'âge de dix ans par une diminution de 9% de l'activité physique générale, une augmentation de 10% du grignotage et de 5% de l'Indice de Masse Corporelle (IMC) qui mesure l'obésité, et des pertes notables dans le domaine des comportements sociaux : les bébés les plus exposés à la télévision sont « des enfants moins autonomes, moins persévérants et moins habiles socialement ». Pour chaque heure supplémentaire passée devant le petit écran par un enfant en bas âge, les chercheurs ont noté une diminution de 7% de l'intérêt en classe à l'âge de dix ans, et de 6% des habiletés mathématiques. Aucun impact n'a en revanche été noté sur les habiletés en lecture. Mais le plus impressionnant est l'influence de la consommation télévisuelle précoce sur la sociabilité. Chaque heure en surplus s'est traduite plus tard par une augmentation de 10% du risque d'être constitué en victime ou en « bouc émissaire » par les camarades de classe.

3. Des enfants qui ne savent plus faire semblant

La consommation télévisuelle altère enfin la capacité de jeu. Beaucoup d'enfants s'ennuient aussitôt qu'on éteint la télévision ou qu'on leur retire leur console. Ils n'ont pas appris à jouer parce qu'on ne leur en a pas laissé le temps. Or les apprentissages fondamentaux se font principalement dans la petite enfance en jouant et en interagissant avec le monde. Et jouer demande des efforts. Il y faut de la persistance, de l'autorégulation... exactement comme pour les efforts intellectuels. Si l'enfant est naturellement porté au jeu, cette capacité a besoin, comme beaucoup d'autres, d'être exploitée au bon moment pour se mettre en place correctement. Il y a un temps pour apprendre à jouer de la même façon qu'il y en a un pour apprendre à marcher et un autre pour apprendre à parler.

La privation de jeu spontané liée à la surconsommation télévisuelle entraîne chez beaucoup d'enfants une difficulté à « savoir faire semblant » qui altère leurs capacités d'invention, de création, d'humour et d'imagination. Ils sont menacés de s'enfermer dans des modèles de comportement univoques, et de n'utiliser en toutes circonstances que le même registre relationnel, en se constituant par exemple toujours en victime ou en agresseur.

4. Quelles préventions ?

1. Pour les parents : la règle 3-6-9-12

En pratique, cette règle signifie : Éviter le plus possible les écrans avant trois ans, ne jamais offrir une console de jeu personnelle à un enfant avant six ans, pas d'Internet accompagné avant

neuf ans et pas d'Internet seul avant douze ans (ou avant l'entrée au collège). Cette règle est nécessaire mais évidemment pas suffisante : les écrans doivent être cadrés à tout âge. Elle est relayée depuis 2011 par l'Association Française de Pédiatrie Ambulatoire (AFPA)⁷. Affichons-la partout, dans les hôpitaux et les salles d'attente des cabinets de consultation !

2. En classe maternelle, le Jeu des Trois Figures

La télévision écarte les enfants de la pratique du jeu. En la regardant, ils ont tendance à s'enfermer dans des schémas mentaux rigides où ils ne se perçoivent que dans un seul rôle : toujours agresseur, toujours victime ou toujours redresseur de torts⁸. Et le danger est qu'ils adoptent systématiquement la même attitude dans la réalité. Pour remédier à cette situation, nous avons créé, puis expérimenté avec succès, un protocole que nous avons appelé le Jeu des Trois Figures par allusion aux trois personnages présents dans la plupart des histoires regardées et racontées par les enfants : l'agresseur, la victime et le redresseur de torts. Il tente de réconcilier tous les enfants avec les différents rôles possibles dans une situation donnée en les invitant à les jouer tous.

Ce programme se situe dans le cadre des préconisations de lutte contre les violences à l'école. Il est animé par les enseignants et remplit cinq des six objectifs que les programmes français fixent à l'école maternelle : s'approprier le langage, apprendre les règles de la socialisation et du bien vivre ensemble, agir et s'exprimer avec son corps, mettre en œuvre l'imagination, et valoriser la référence à l'écrit. En plus, il constitue une forme de prééducation aux images, il apprend le « faire semblant » et il réduit le recours aux comportements violents en encourageant la capacité d'empathie. Le Ministère de l'Éducation Nationale, en France, s'y est engagé. Le Jeu des Trois Figures est également enseigné en Belgique.

3. En classe primaire, un livret de l'Académie des Sciences

Ce livret (disponible en principe en septembre 2012) a pour objectif de proposer aux enseignants qui le souhaitent des activités qui développent la curiosité et les connaissances des enfants sur leurs relations aux écrans. Il est organisé autant par rapport à leurs avantages qu'à leurs dangers, et a été réalisé par l'Académie des Sciences en lien avec l'INPES (Institut National Pour l'Éducation à la Santé). Son modèle est celui de « La Main à la pâte ».

4. Dans chaque école, la « dizaine pour apprivoiser les écrans »

Son but est d'inciter les enfants à devenir des spectateurs actifs capables de choisir ce qu'ils ont vraiment envie de regarder⁹. Parallèlement, des parents et des éducateurs les invitent à découvrir d'autres activités. Nous ne guéirons pas de la surconsommation d'écrans sans comprendre qu'elle est liée à une fragilisation grandissante des liens traditionnels, mais qu'elle l'alimente en retour, en contribuant à toujours plus de soli-



tude et d'insécurité psychologique. C'est ce cercle vicieux que la « Dizaine pour apprivoiser les écrans » veut rompre. Pour voir le monde autrement, nous avons besoin d'expérimenter des solidarités concrètes autour d'objectifs précis, et elle en est l'occasion.

Cette « Dizaine » n'est donc pas faite pour nous convaincre d'éliminer les écrans de nos vies, mais pour nous apprendre à ne plus nous laisser tyranniser par eux. « Apprendre à voir autrement », c'est tout autant porter un regard différent sur les écrans que réfléchir à leur place dans nos vies. Et ce n'est pas pour rien que cette « Dizaine » prend appui sur les enfants. Ils sont les adultes de demain qui élèveront leurs propres enfants avec d'autant plus de discernement vis-à-vis des écrans qu'ils auront été aidés eux-mêmes à y réfléchir le plus tôt possible. C'est notre responsabilité de parents et d'éducateurs.

Serge Tisseron

(1) Psychiatre et psychanalyste, Directeur de recherches de l'Université à Paris Ouest Nanterre, dernier ouvrage paru: Réver, fantasmer, virtualiser, du virtuel psychique au virtuel numérique (Dunod, 2012) . Blog : <http://www.squiggle.be>

(2) American Academy of Pediatrics. Media education. Pediatrics.1999 ;104 (2 pt 1):341-343.

(3) Barbara A. Dennison, Tara A. Erb and Paul L. Jenkins. Television Viewing and Television in Bedroom Associated With Overweight Risk Among Low-Income Preschool Children. Pediatrics 2002; 109; 1028-1035.

(4) Christakis D, Zimmerman F, Enquête département de pédiatrie de l'hôpital pour enfants de Seattle (Washington), publiée dans la revue américaine Journal of Pediatrics, 4 April 2004, vol 113 ; 708-713.

(5) Pempeck, Tiffany A., Georgetown University, The effects of background television on the toy play behavior of very young children. (2008) Journal Child Dev: 79 (4):1137-51.

(6) Pagani Linds S., Archives of Pediatrics and Adolescent Medicine, 2010; 164(5):425-431.

(7) L'AFPA regroupe plus de 60 % des pédiatres d'exercice ambulatoire (médecine de l'enfant en dehors de l'hôpital : pédiatres libéraux et pédiatres travaillant en Protection Maternelle Infantile ou en institutions).

(8) Tisseron S, Les effets de la télévision sur les jeunes enfants : prévention de la violence par le « Jeu des trois figures », Devenir, Volume 22, Numéro 1, 2010, pp. 73-93.

(9) Cette idée a guidé le « Défi des 10 jours pour voir autrement », lancée en mai 2008 par Serge Hygen à l'école du Ziegelwasser à Strasbourg Ce projet était inspiré du «Défi de la dizaine sans télé ni jeu vidéo» du Québec, lui-même inspiré par le programme SMART («Student Media Awareness to Reduce Television») mis au point et testé par Thomas Robinson en 1999 en Californie (USA). Cet auteur a montré que la réduction du temps de télévision entraînait une diminution de la violence verbale et physique, et même une baisse de l'obésité. Non Violence actualité y a consacré son numéro de janvier février 2009 (www.nonviolence-actualite.org)

« LA DIZAINÉ POUR APPRIVOISER LES ÉCRANS »

Lancée en France pour la première fois en 2008 sous l'intitulé « Le défi des 10 jours pour voir autrement », cette initiative vise à inviter les enfants à choisir les programmes et les jeux auxquels ils tiennent vraiment. En outre, les parents et les éducateurs proposent d'autres activités que les enfants sont libres de suivre ou non. Ainsi, on rend aux enfants le désir et la liberté d'être des spectateurs actifs en les invitant à tout moment à choisir ce qu'ils ont envie de faire et de regarder. Cette expérience est elle-même inspirée du « défi de la dizaine sans télé ni jeu vidéo » lancée au Québec dans les années 2000. Partout où elle a été menée, elle a provoqué des changements durables dans les habitudes des jeunes et des familles. Face à l'enfermement sur soi que provoquent la télévision et les jeux vidéos, les alertes sur les effets négatifs de la surconsommation d'écran ne suffisent pas, il faut proposer des alternatives. La télé occulte la valorisation des actions collectives, du débat, de la controverse et de l'échange. S'en libérer, c'est expérimenter des solidarités concrètes, la vie en vrai, et la « Dizaine pour apprivoiser les écrans », dont le pendant voit le jour depuis quelques années en Belgique avec « la semaine sans télé », en fournit l'occasion.

« LE JEU DES TROIS FIGURES »

Face au constat que les enfants n'apprennent plus à jouer, partagés dès l'âge de deux ans entre les apprentissages scolaires d'un côté et la télévision de l'autre, le « jeu des trois figures » permet aux enfants de réapprendre à jouer et de se déprendre des effets de la surconsommation télévisuelle. Pratiqué chaque semaine par les enseignants en maternelle, il permet aux enfants, en jouant différents rôles, de prendre du recul par rapport à l'impact des images, de réduire les violences scolaires ainsi que de développer la tendance à faire appel à l'adulte pour résoudre les conflits. Apprendre à faire semblant, imiter pour de faux aide l'enfant à imaginer et à s'exprimer avec des mots et son corps. Des formations pour différents acteurs de l'enseignement sont données en Communauté française.

Voir le site www.yapaka.be

QUELLE RADIOTÉLÉVISION AIMERAIT-ON?

Cher lecteur, détendons-nous un peu si vous le voulez bien.

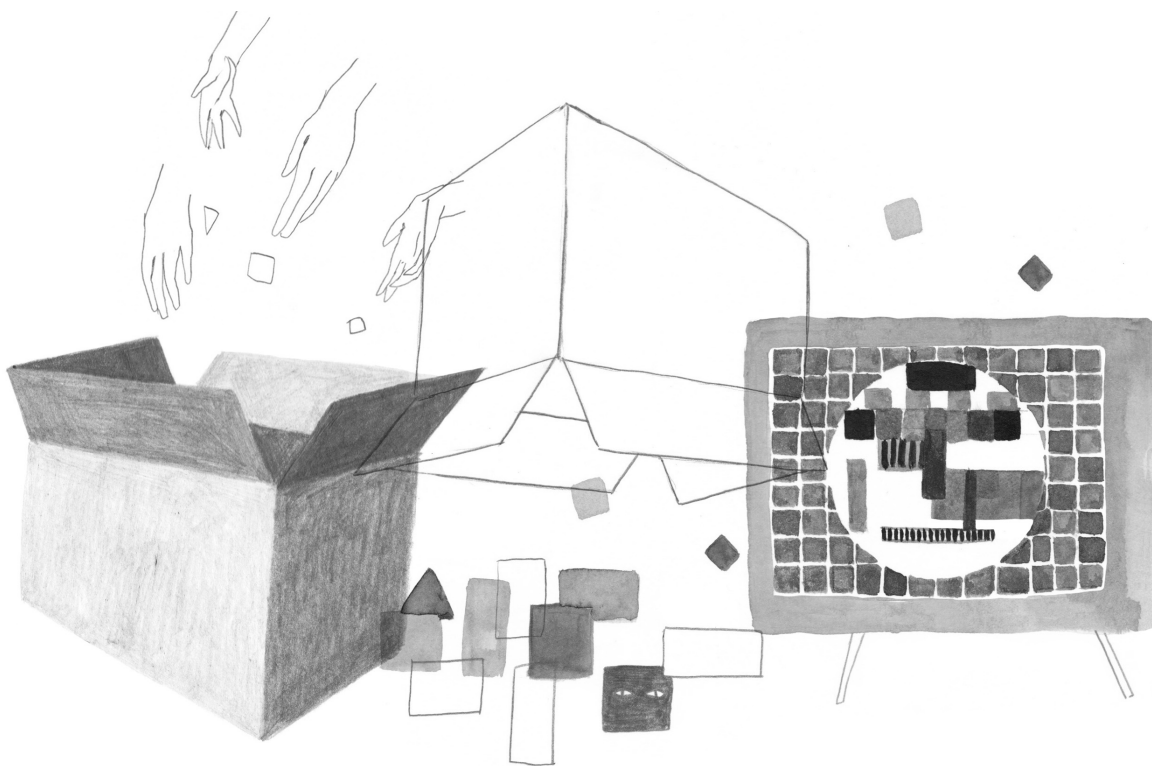
Vous savez qu'à notre époque, lorsque l'on fait mine de ne pas donner blanc seing au monde tel qu'il va et à ses élites, on est bien vite accusé de négativité, de pessimisme, entre-autres choses. Ce qui est nettement moins bien que la positivité et l'optimisme à la mode de l'esprit médiatico-publicitaire qu'ont assimilé par containers entiers les spécialistes des petits-pas et des sparadraps. Si le Titanic avait eu des couches de peinture plus épaisses, il aurait maté l'iceberg, c'est sûr. Croyons-y plus fort et tout ira mieux dans le meilleur des mondes. Les experts de cette pensée supertop, que l'on retrouve aussi bien dans la gauche libérale que dans la droite libérale - avec un excès tout particulier chez les libéraux - nous fatiguent un peu le dos à vrai dire. Ils nous font un peu penser à ce genre d'observateurs aguerris dignes des grands chasseurs capables de percer de leur flèche acérée un étourneau en plein vol à 250 mètres grâce à leur arc qu'ils bandent fièrement sans effort apparent. Ils sont à ce point perspicaces, qu'ils peuvent se permettre sans compromission de dire, quand il pleut, qu'en fait il fait beau, face à un tableau noir, qu'en fait il est blanc, et que si l'on regarde le monde aujourd'hui, en fait il va bien. Il suffit d'être positif que diable, les faits ne sont-ils pas nécessairement interprétés différemment par chacun? Le reste l'emportera. Ça n'est pas que l'on est contre la pensée positive quand elle consiste à se saisir du beau et du bon pour dépasser le laid et le mauvais. Pas non plus que l'on néglige l'influence de l'esprit sur la matière. Mais enfin ne Mélenchon pas les serviettes et les torchons. La maïeutique n'est pas le marketing des supermarchés, le bouddhisme zen n'est pas le coaching en entreprise. Quelle époque chers lecteurs, tout fout le camp, rien ne va plus, argh.

Critiquer l'entreprise publique autonome RTBF comme nous l'avons fait dans ces deux premiers numéros de Kairos (pour nous soutenir, abonnez-vous), c'est vraiment la preuve de notre impénitente négativité pessimiste. Et le projet s'il vous plaît, il est où? Les alternatives, quid? Quelles solutions? Proposez plutôt que critiquer; que diable, dit la rengaine marketing dont les principaux ennemis sont la conscience et la critique. Bref, il faut proposer, pas critiquer, d'ailleurs la critique n'est jamais une proposition, cela va de soi.

Eh bien donc, faisons mea culpa et pénitence. Proposons la radio-télé du futur, ou du moins de quelque chose qui pourrait s'en approcher, c'est-à-dire dans le monde réel tel qu'il est, une radiotélé qui soit décente. Trop cool.

Pour commencer, disons que pour la télé ça part mal puisque la bonne télé est celle qui n'existe pas, étant donné que la petite lucarne est un objet nocif. Voilà que notre pessimisme antipositiviste reprend le dessus, il va s'agir de le combattre.

Donc. Que pourrait être une télévision décente, s'il en fallait une? Ce serait d'abord une télévision publique, c'est-à-dire au service du public, pas des intérêts publicitaires. Une télévision qui s'intéresse aux gens, à ce qu'ils vivent, à la façon dont ils s'organisent pour vivre bien, aux difficul-



tés qu'ils rencontrent, aux questions qu'ils se posent, à ce qui les rend heureux ou malheureux., etc. Une télévision qui éduque pour émanciper, qui divertit intelligemment, qui informe de manière critique (oh noooooonnnn...). Une télévision qui parle des gens et qui parle aux gens.

Une télévision qui sait aussi écouter les gens, et prendre leurs avis en compte. Pour ce faire, une solution simple, efficace, pas chère, propre à bouleverser la face de vos écrans et radios: écouter les gens. Pfiou! Ce fut un effort intellectuel intense. Précisons un peu pour les personnes superpositives. Eh bien, on pourrait faire simple:

1)représenter les gens au Conseil d'administration de la RTBF. Par exemple en ajoutant à la représentation actuelle des partis autant de sièges pour des administrateurs issus d'associations ou groupes de citoyens représentant différentes tendances, et ajoutons qu'il devrait s'agir de groupes non-subsventionnés par les pouvoirs publics pour éviter les conflits d'intérêts partitocratiques si chers à la Communauté française;

2)faire participer les gens à la construction des grilles de programmes. Comme cela demande un savoir-faire et que les gens sont bêtes, ignares et incompetents, il faut les éduquer sinon ils ne vont passer que des reportages façon Arte et des concours d'échec en langue russe (ce qui tétanise la Ministre Laanan et l'administrateur-général Philippot). Une solution inconnue jusqu'alors (copyright Kairos): le « panel citoyen auto-entretenu à boucle rétroactive »: vous prenez un panel de citoyens qui se documente, réfléchit et propose un nouveau canevas de grilles de programmes qui parle aux gens et qui les écoute. Le travail est continu pendant deux ans, et vous renouvelez alors ce panel pour moitié. Comme ça les gens participent, les savoirs s'entretiennent, s'affinent, et les gens décident!

3)faire participer les gens aux émissions. Bigre, encore une idée ré-vo-lu-tion-naire pour une radiotélévision de service public. Les gens dans les émissions, et même pas que sur les bancs du public où le bétail est prié de rire et d'applaudir quand on le lui demande, mais surtout de la boucler. Imaginez le débat du dimanche où tout à coup les politiques doivent débattre avec le public assisté d'experts choisis par lui pour, par

exemple, et quand nécessaire, contextualiser le propos. Ou encore des émissions de médiation avec des plaignants en direct-live et avec un temps de parole garanti.

Enfin bref une télé pour les gens, avec les gens.

4)Et par les gens! Prenez deux heures hebdomadaires d'antenne consacrées à la diffusion d'une émission (documentaire, reportage, enquête, fiction, farce, etc.) réalisées par des gens - jeunes par exemple - avec l'aide de professionnels du service public: même pas plus cher! Et plutôt que d'acheter à des prix extravagants les droits de retransmission de coupes de foot internationales avec des joueurs de 23 ans qui risquent l'infar en live, ou des courses cyclistes de coureurs publicitaires dont l'espérance de vie est inférieur à 62 ans? Et bien un tournoi des clubs de foot locaux de toute la Communauté française organisé par une émission de la RTBF (le club gagnant organise une fiesta pour tous les autres) et la mise à l'antenne des sports qui en sont usuellement privés. Les gens positifs pourront de toute manière faire une orgie de pub façon foot ou vélo sur TF1 qui retransmet les coupes pour le même tarif. Coût estimé: plusieurs millions d'économie pour le service public.

Pour qu'une radiotélé au service de son public puisse exister (inventez-en d'autres), il faut sans aucun doute commencer par défaire la pub de l'entreprise publique autonome, parce qu'essayer de construire une radiotélé décente dans une institution gangrénée par la pub et le marketing depuis 30 ans, c'est comme essayer de bâtir une maison sur un terrain miné. À notre connaissance, les personnes positives qui tentent ce genre d'aventure terminent en pâté pour chien (en vente au supermarché en barquettes de 60 ou 100 grammes, au choix).

J-B G.

FAIT MAIN, C'EST LE PIED!

Une recette de la Foire aux Savoir-Faire

FAIT MAIN, C'EST LE PIED!

BURGER VÉGÉTAL

FAIT
MAIN, C'EST
LE PIED!

Dans chaque édition de Kairos, la Foire aux Savoir-Faire vous proposera l'une de ses recettes.

La foire aux savoir-faire a pour objectif de donner le goût et les techniques de ***faire par soi-même*** pour le plaisir d'apprendre, d'exercer sa créativité, d'adoucir son impact sur l'environnement et d'ajuster sa consommation à ses besoins. Le plus possible les recettes qu'elle propose lors de ses animations, qui sont toutes reprises sur son site, sont à base de récup'. Ses ateliers sont ouverts à tous, dans un esprit collaboratif et expérimental ils laissent à chacun la possibilité de venir faire une réparation, un objet, tester une recette, en inventer une, en utilisant les outils et le matériel de récup' mis à disposition.

Toutes les infos sur :

www.foiresavoirfaire.org

100gr de flocons d'avoine fins, 100gr de fromage râpé, 100gr de poireau émincé et 2-3 oeufs (selon la taille).

Ces ingrédients sont seulement une base, l'imagination doit faire le reste. Les flocons peuvent être de riz, d'orge, etc. Le choix du fromage est infini (quand même éviter les fromages de chèvre frais qui n'auront pas d'effet liant), le choix des légumes encore plus illimité (tant qu'ils sont de saison), on peut aussi remplacer les légumes par les fruits secs, ou carrément tout mélanger !

Très réussi par exemple : roquette, comté et noix.

Etape 1 :

Tout mélanger dans un saladier, saler, poivrer. Mouler des burgers à la main ou avec un pot de Saint-Marcelin.

Etape 2 :

Cuire les burgers dans une poêle avec de l'huile. Et voilà. Bon Burger!



ANNONCES / AGENDA

ANNONCES

Qui : Les petites annonces peuvent être proposées par des particuliers, des collectifs ou associations sans but lucratif.

Quoi : Demandes et offres de matériel, biens, services, échanges, dons, etc. Les offres matrimoniales toutes respectables qu'elles soient ne sont pas acceptées.

Prix : La diffusion unique d'une annonce coûte 5 euros, à verser sur le compte de Kairos.

Comment : Les annonces font au maximum 600 caractères espaces compris, elles sont à adresser à annonces@kairospresse.be

Quand : Les annonces sont publiées dans le numéro qui suit le 30ème jour de la réception de l'annonce et du paiement, hors numéro spécial.

Sélection : Kairos se réserve le droit de ne pas publier certaines annonces. Vie privée : **Attention**, les numéros de téléphones, adresses et coordonnées que vous indiquez dans l'annonce seront publiées dans le journal Kairos. En nous communiquant ces données, vous acceptez que nous les publions. La rédaction décline toute responsabilité de l'usage qui sera fait de ces informations privées par des tiers.

JUILLET 2012 PROJET CARAVANE !

Encore une bonne idée artiste ! La « caravane de la simplicité volontaire » est un projet itinérant et autogéré, qui mélange les arts urbains et un mode de vie rural nomade. Il fait la promotion d'un mode de vie et de déplacement réellement écologique. Au programme notamment : visite de fermes ou de communautés, création d'événements socioculturels de sensibilisation. Départ prévu en Belgique à la mi-juillet 2012, direction « la tribu vivace » dans les Cévennes.

Infos et nouvelles fraîches sur et via : <http://www.collectifartivist.be/alternavisme/projet-caravane/>

23 JUIN 2012 FOIRE AUX SAVOIR-FAIRE ET DO IT YOURSELF FESTIVAL

Le 23 juin 2012 la Foire aux Savoir-Faire et le Do It Yourself Festival unissent leurs bonnes énergies pour proposer une journée festive centrée sur l'autonomie, le faire par soi-même, la récup' et la créativité.

Au programme de ce festival entièrement gratuit : ateliers pour apprendre à faire par soi-même au lieu d'acheter dans tous les domaines : cuisine, jardinage urbain, jeux et jouets, vêtements, déco, etc. Mais aussi des concerts, des animations et des performances par des artistes qui mettent le faire par soi-même au coeur de leur élan créatif.

Plus d'information, liste des ateliers, programme des concerts et liste pour participer à la récup' du matériel nécessaire sur :

www.diyday.be et www.foiresavoirfaire.org

DU 23 AU 26 AOÛT 2012 SEPTIÈMES (F)ESTIVES, RENCONTRE INTERNATIONALE DES OBJECTEURS DE CROISSANCE À ROSSIGNOL (BELGIQUE)

Où ? Centre culturel de Rossignol (Tintigny),
1, rue Camille Joset - 6730 Rossignol.

Pour la première fois, la rencontre transfrontalière des objecteurs de croissance aura lieu en Belgique, après six éditions en France.

Dans une magnifique région boisée, la Gaume, nous aurons une nouvelle occasion d'échanger nos savoirs et nos pratiques, de renforcer le réseau de la décroissance entre la France, la Belgique et la Suisse.

Programme : concert folk, promenades.

Ateliers divers. Tables rondes. Projection de films. Exposition d'artistes locaux.

Inscription nécessaire (pour la préparation des repas notamment) et informations sur <http://www.les-oc.info/festives-2012/>



SEPTEMBRE 2012 MARCHE JAN SATYAGRAHA

Ekta Parishad (« forum de l'unité ») est un mouvement indien populaire d'inspiration gandhienne. Il organise en octobre une marche pour la justice, le contrôle populaire sur l'eau, la terre et la forêt : « Jan Satyagraha » (qui signifie : action non-violente du peuple pour la justice). Elle partira de Gwalior pour se terminer devant le parlement à Delhi (285 km) et devrait rassembler plus de 100.000 exclus indiens. Des marches décentralisées sont organisées en de nombreux endroits.

Pour la Belgique francophone, une marche est en préparation pour le week-end des 22 et 23 septembre qui convergera vers la statue de Gandhi à Bruxelles. Kairos en sera.

Plus d'informations sur :
www.maisondd.be
js2012.wordpress.com
www.gandhi2012.org



CHERCHE VÉLO Cherche vélo enfant 3 ans. Appelez le 0486/25.48.85.

PRÉCISION

Quelques jours avant de lancer Kairos – Journal antiproduktiviste pour une société décente, et alors que la première édition était bouclée, nous avons été averti de l'existence de l'organisation Kairos Europe Wallonie-Bruxelles, que nous ne connaissions pas. Nous saluons le travail réalisé par Kairos Europe Wallonie-Bruxelles et lui souhaitons de beaux succès dans ses combats importants. Nous espérons que l'usage commun du mot grec Kairos, partagé par de nombreuses autres associations, entreprises et initiatives, sera l'occasion et le motif d'une convergence et d'un renforcement des énergies respectives sur les thèmes et dossiers de préoccupation commune.

ANALYSES, RÉSISTANCES ET ALTERNATIVES À L'EUROPE DES ENTREPRISES

Les 5 et 6 mai derniers, nous avons organisé une conférence à Bruxelles sur le thème de la crise en Europe, « L'UE en crise – analyses, résistances et alternatives à l'Europe des entreprises ». Le prétexte en était le 15ème anniversaire de CEO (Corporate Europe Observatory), mais en réalité nous avons tenté de construire un programme qui permette d'aborder l'essentiel des enjeux :

- les défauts structurels de la zone euro, une union monétaire sans coordination ni harmonisation des politiques budgétaires et fiscales qui a causé une divergence croissante entre les économies de la zone, et notamment un creusement des déficits de la balance commerciale des pays du sud avec ceux du nord. Ces derniers ont été équilibrés par des emprunts bancaires... des pays du sud de l'Europe aux banques des pays du nord ;

- l'imposition par l'UE (Allemagne et France en particulier) de politiques d'austérité qui approfondissent la crise au lieu de l'endiguer, et utilisent des mécanismes technocratiques (le « six-pack ») de coordination des politiques budgétaires nationales qui confèrent à des décideurs non élus (notamment la Commission) des pouvoirs très étendus d'intervention dans presque tous les domaines de la vie économique ;

- les privatisations imposées aux pays bénéficiant d'« aides » de la Troïka (composée de la Commission Européenne, de la Banque Centrale Européenne et du Fond Monétaire International), y compris des services publics essentiels tels que les services d'eau potable municipaux (la compagnie nationale des eaux au Portugal doit être vendue, de même que les services d'eau des villes grecques d'Athènes et Thessalonique) ;

- l'impasse productiviste du modèle actuel de production et de consommation en Europe, qui rend toute perspective de retour à un quelconque « âge d'or » keynésien illusoire – ce qui ne signifie pas qu'il ne faille pas en défendre les plus belles réalisations, à commencer par les droits sociaux et les services publics ;

- l'été du pouvoir d'influence des entreprises sur l'UE et particulièrement la Commission : le modèle de gouvernance mis en place par le « Semestre Européen », l'examen préalable au niveau européen des budgets nationaux avant leur vote par les parlements nationaux était déjà préfiguré par un rapport de la table ronde européenne des industriels (ERT) de... 2002.

Tous les exposés de la conférence sont en ligne sur notre site⁽¹⁾. Ceux de notre collègue Erik sur le pouvoir d'influence des entreprises sur la réponse de l'Union Européenne à la crise⁽²⁾, de l'économiste et professeur d'université Trevor Evans sur les déséquilibres créés par la zone euro⁽³⁾, de l'économiste portugaise Mariana Mortágua sur la folie des politiques d'austérité imposées à son pays et qui aggravent la récession, accroissant d'autant le poids de la dette et éloignant d'autant la possibilité qu'elle soit un jour remboursée⁽⁴⁾, entre autres, ont marqué les esprits. L'audience,

environ 250 personnes, provenait de l'Europe entière, et les retours semblent indiquer qu'elle a apprécié le déroulement des débats autant que nous. Le début d'un réseau pan-européen contre l'austérité ? Difficile à dire, et de toute façon une telle entreprise va bien au-delà des possibilités d'une seule organisation. Dans la série d'essais commandés avant la conférence pour nourrir le débat⁽⁵⁾, il faut citer le (long) article de l'ancien journaliste d'EUObserver à Bruxelles, Leigh Philipps, qui a écrit un impressionnant tour d'horizon de la résistance aux politiques d'austérité dans les différents pays membres de l'Union⁽⁶⁾. Où l'on constate que si l'austérité en Europe est centralisée, la démocratie, au sens d'un débat public contradictoire vivant, ne l'est pas. Pas encore ?

C'est l'enjeu brûlant du moment : peut-on démocratiser l'UE ? Les divergences entre pays du Nord et pays du Sud se creusent à un moment où plus que jamais la confiance mutuelle serait nécessaire pour réussir. Les prochaines élections grecques le 17 juin prochain, de même que le référendum irlandais du 31 mai, et la façon dont leurs résultats seront accueillis par des dirigeants de l'UE qui ont multiplié ces derniers jours les déclarations d'intimidation à l'égard des votants de ces deux pays pour les inciter à voter de façon « responsable », seront sans doute autant d'éléments pour se faire une idée.

En attendant de voir quel sera le dénouement de la crise, nous continuons à étudier les activités politiques de celles qui l'ont déclenchée : les banques. Notre nouveau rapport, « Addicted to risk »⁽⁷⁾, montre qu'elles n'ont pas changé, continuant de maximiser leurs profits avant toute autre considération. Il semblerait que l'argument « croissance » ait prévalu sur l'argument « stabilité des marchés financiers » auprès de politiques européens inquiets à court terme des effets de la récession... Et les banques se sont engouffrées dans la brèche. Les contribuables n'ont pas fini de payer.

Au chapitre des crises, les changements climatiques et la destruction de la biodiversité continuent, eux aussi. La conférence de Rio+20 approche, et avec elle les discussions autour de l'« économie verte », un concept porté par les grandes entreprises multinationales qui, dans sa forme actuelle, est un raisonnement simple : donner un prix à la nature permettra de cesser qu'elle soit détruite par les marchés. Le problème est que le raisonnement est simpliste : donner un prix à la nature permettra surtout de la privatiser, et de la détruire si sa destruction rapporte plus que sa préservation. Le modèle pour un tel « marché de la biodiversité » existe déjà et l'UE en est un ardent défenseur puisqu'elle l'a créé : les marchés carbone. Une petite dizaine d'années après leur création, ces derniers ont réussi à créer un marché massivement spéculatif de 120 milliards d'euros par an à partir de rien... Sans pour autant

avoir permis la moindre réduction d'émissions mesurable⁽⁸⁾.

Ces crises, Ramon Fernandez Duran, compagnon au long cours de CEO décédé le 10 mai 2011, les avaient observées toute sa vie. Il a tenu à laisser un livre avant de partir, que nous avons traduit en anglais, « The Breakdown of global Capitalism, 2000-2030 »⁽⁹⁾. Voici la présentation qu'en fait notre collègue Belen, qui le connaissait bien :

« Ce livre n'est pas toujours de tout repos à lire. Il confronte le lecteur à un futur imminent et sombre. Pourtant, Ramon insistait pour qu'on ne considère pas ce livre comme pessimiste. Il voulait nous préparer à un changement immense – rien moins que l'écroulement de la civilisation industrielle. Le début de la fin des énergies fossiles est le coeur de cette crise. [...] »

Au cours des dernières années de sa vie, Ramon s'est battu contre le cancer de la même façon qu'il avait vécu : avec courage, amour et détermination. Ce texte incarne pour partie son héritage politique et idéologique et est un dernier au revoir ».

Martin Pigeon,

pour Corporate Europe Observatory

le 27 mai 2012

(1) <http://www.corporateeurope.org/speakers-and-presentations-eu-crisis-conference>

(2) <http://www.corporateeurope.org/sites/default/files/Erik%20wesselius.pdf>

(3) <http://www.corporateeurope.org/sites/default/files/trevor%20Evans.ppt>

(4) <http://www.corporateeurope.org/sites/default/files/Mariana.ppt>

(5) <http://www.corporateeurope.org/publications/eu-crisis-conference-essays>

(6) Revolt brewing across Europe? Don't get out your pitchforks and torches just yet, L. Philipps pour Corporate Europe Observatory, <http://www.corporateeurope.org/EU-in-crisis-conf/essays/revolt-brewing-across-europe-don-t-get-out-your-pitchforks-and-torches-just-yet>

(7) Addicted to Risk, Corporate Europe Observatory, 10 mai 2012, <http://www.corporateeurope.org/publications/addicted-risk>

(8) Caught Red-handed: IETA and the Commission, Corporate Europe Observatory, 21 mai 2012, <http://www.corporateeurope.org/blog/caught-red-handed-ieta-and-commission>

(9) The Breakdown of Global Capitalism: 2000-2030, R.F. Duran http://www.corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/Breakdown_Capitalism%20FINAL.pdf ou exemplaires imprimés dans nos locaux.

LES ÉTRANGERS NE SONT PAS TOUS DES « ÉTRANGERS »

J eudi 10 mai, montant à la tribune, Didier Reynders est interpellé par Philippe Moureaux, bourgmestre de Molenbeek, au sujet des propos tenus sur la radio La Première le matin même, comparant les routes belges aux routes afghanes. La réponse ne se fait pas attendre, expression spontanée qu'occulte souvent le travestissement humaniste de certains personnages politiques : « J'aurais pu aller à Molenbeek, ç'aurait été plus près, c'était plus court pour me déplacer à l'étranger », rétorqua-t-il, avec une morgue et une condescendance accompagnées d'un geste d'ajustement de sa cravate expression probable de son assurance. Cela dit beaucoup, la suite aussi, et même plus, M. Reynders continuant « allez, allez, je suis donc bien au sénat Madame la présidente, c'est un vrai plaisir », effleurant de ses deux mains les branches des ses lunettes. Aucune réaction explicite dans l'hémicycle, pas d'indignation, le débat continue. Visiblement pas une once de malaise chez celui qui vient de parler.

Car l'indignation des dirigeants et autres personnages publics a pris des airs théâtraux dans nos sociétés, semblant avoir plus pour fonction d'attirer le regard de la presse, quand on sait qu'elle est là et qu'on vient à elle, que d'exprimer de vrais sentiments. Donc, rien à l'hémicycle... la presse n'est pas là. Personne qui gueule, s'offusque, vitupère, aucun sénateur qui se lève pour quitter la salle. Parce que les propos ne sont que l'émanation de véritables préjugés. Parce que le racisme est encore là.

Le préjugé se passe bien des vérités et se sert de la confusion. Indifférent aux véritables chiffres de l'immigration selon les communes, l'orateur établit, comme beaucoup, une définition arbitraire de l'étranger qui varie selon le pays – extérieur au pays d'accueil – dont il a la nationalité, tout comme il entretient la confusion entre origine et nationalité (qui consiste à assimiler le belge non-blanc à un étranger). Certainement, car cette différence rétablie, un des fondements du racisme de la classe dominante pourrait s'exprimer : la différence de richesse.

Il y a à Molenbeek-Saint-Jean 20.893 personnes qui n'ont pas la nationalité belge, sur un total de 83.674 individus. Uccle compte 20.614 résidents non-belges sur 76.732 personnes. Ixelles, 33.344 sur 79.768. Mais M. Reynders ne se sentira pas en terre étrangère à Uccle – où il vient de se domicilier – ni à Ixelles, car la majorité des

étrangers ne rencontrent pas les critères de ce qui fait un étranger pour le Ministre des affaires... étrangères. Uccle compte 7.155 Français – parmi 16.410 étrangers issus de l'union européenne ; une minorité provient des pays de l'Europe non membres de l'Union (830) ou de l'ensemble du continent africain (1.489) dont 421 Marocains – nous nous focalisons ici sur ces populations moins blanches, ces Autres auxquels le ministre semble plus attentifs. Plus de 30% des résidents étrangers ucclois sont donc français, contre 7.5% d'Africains (toutes nationalités confondues pour un continent comptant plus d'un milliard d'habitants).

Parmi les trois communes que sont Uccle, Molenbeek et Ixelles, Molenbeek compte proportionnellement le moins d'étrangers. Mais la répartition est différente entre le « type » d'étrangers : parmi la population étrangère de chaque commune, il y a 35% de Français à Uccle et 2% de Marocains, 10% de Français à Ixelles et 4.2% de Marocains, 35% de Marocains et 9.5% de Français à Molenbeek.

Selon le pays d'origine donc, l'étranger ne sera pas vraiment considéré comme étranger même s'il n'a pas la nationalité belge – un Français à Uccle par exemple – alors qu'il continuera d'être perçu dans les représentations collectives comme étranger bien qu'il ait la nationalité belge – un Belge marocain d'origine à Molenbeek par exemple. Ignorant la nationalité réelle et perpétuant la confusion entre origine et nationalité, amenant à penser qu'il y a plus d'étrangers à Molenbeek que dans d'autres communes, alors que c'est faux. Monsieur Reynders appelle « étrangers » les gueules de métèques, même belges !

Le ministre définit ainsi comme étranger ce qui est plus foncé et plus pauvre, les immigrés français d'Ixelles, par exemple, souvent plus riches et plus blancs. Le fait que les différentes entités allochtones se regroupent dans des communes différentes est en grande partie la conséquence d'une ségrégation géographique aux fondements socio-économiques qui répartit les individus dans la ville en fonction de leur revenu et donc, nécessairement, différemment selon les causes de leur immigration. Là où les immigrés français d'Ixelles et Uccle fuient leur pays car ils refusent de partager leur richesse et de payer l'impôt sur la fortune, les Marocains fuient car ils recherchent de meilleures conditions de vie. Sans oublier que de nombreux Marocains

furent tout bonnement appelés dans le passé pour participer à l'enrichissement de la Belgique. Imagine-t-on M. Reynders tenir les mêmes propos dévalorisants à l'encontre des Français de sa nouvelle commune d'élection, ou des Américains de Bruxelles ?

En assimilant Molenbeek à l'étranger, M. Reynders exprime donc un racisme de classe dominante, qui légitime le racisme tout court. Les sénateurs, en ne réagissant pas de suite aux propos racistes du ministre, légitiment tacitement ce genre de discours. Les réactions ultérieures dans les médias apparaissent comme une mise en scène affectée, des joutes verbales entre politiciens qui prennent pour prétexte l'aveu de M. Reynders pour régler des comptes, plus qu'une véritable indignation. Le plus grave n'est pas l'expression de sa pensée par l'ancien président du MR ! Car nous savons que celui-ci a « besoin » des « Marocains », pour focaliser l'attention ailleurs et justifier les inégalités. Bien plus grave est que cette expression ne suscite pas automatiquement l'indignation des élus.

Enfin, pour rétablir la vérité sur les prédilections estivales de M. Reynders et sa famille, et ne pas distiller le doute sur ses intentions réelles de s'aventurer à Molenbeek, son passé seul nous rassurera. Car il n'y a guère raison de s'inquiéter, ce dernier préférant certainement passer ses vacances à Marrakech et déjeuner dans la villa d'Albert Frère, homme d'affaires belge et milliardaire à qui les mesures mises en place par l'ancien ministre des finances, comme les intérêts notionnels, ont largement profité. Il faudra demander au ministre pourquoi les Marocains, belges ou pas, gênent en Belgique et pas au Maroc.

En tout cas, pour M. Reynders, les Marocains ne sont pas ici chez eux. Les Français oui!

A.P.

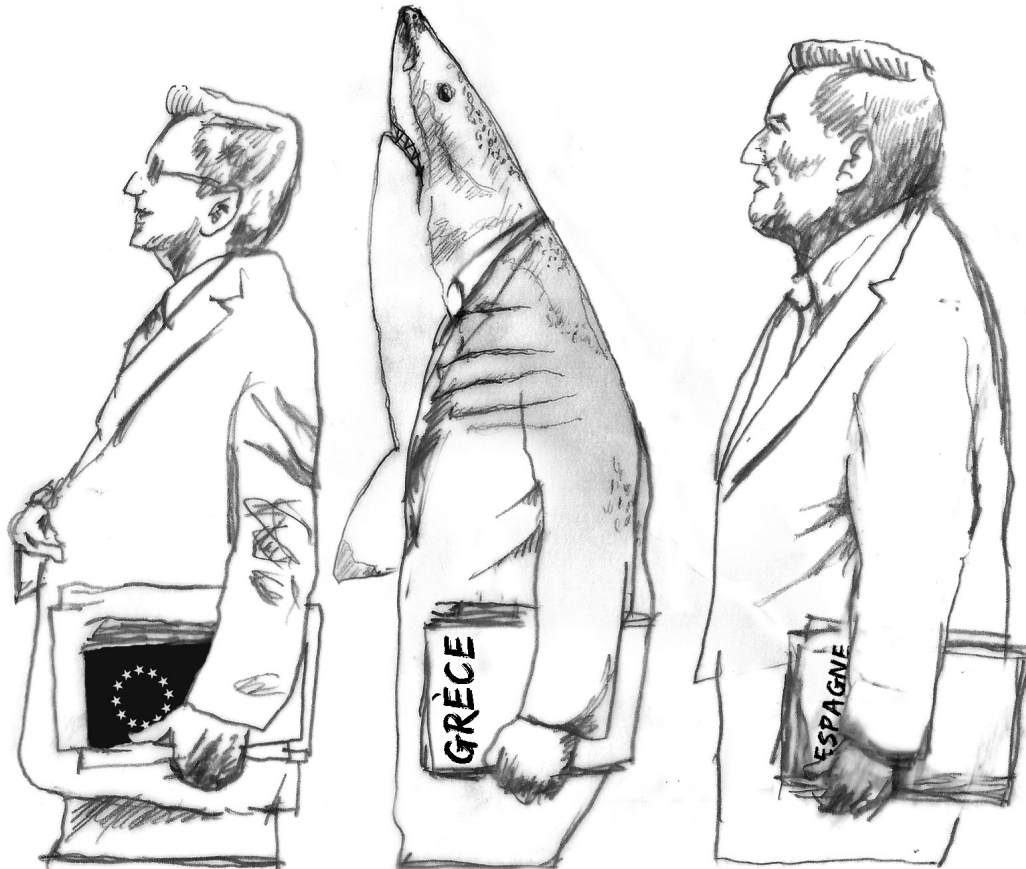
(1) Population au premier janvier 2008, ces données et celles qui suivent sont tirées des statistiques nationales, voir <http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/chiffres/>

(2) Imaginez un instant que Reynders ait tenu le même type de propos à l'encontre des Français ou des Américains de Bruxelles...

COLLECTIF ARTIVIST

Récréation du système!

Souhaitant propager la « révolution ludique », le Collectif Artivist participe à l'insurrection des consciences pour créer de nouveaux systèmes économiques, politiques et sociaux. Pas donneurs de leçons pour un sou, ils ne forment pas une pensée homogène mais bien un groupe qui se définit à travers l'action subversive sympathique. Ils ne sont pas ces accompagnateurs du système, ces « positivistes » indéfectibles qui accompagnent le bateau lorsqu'il coule en nous disant qu'il continue à flotter, ou que leurs petites actions à la marge ramèneront l'embarcation à flot. Non ! Même si comme tous ils ont leurs contradictions, eux veulent plutôt rire en dénonçant inlassablement l'absurdité de ce monde qu'on nous fait et qu'on pousse, en ces temps incertains, à son paroxysme. Rencontre de deux membres du Collectif avec rire assuré !



Le cercle des citoyens austères / We are the 1%

Kairos : Vous vous présentez comme des Artivistes, pensez-vous que l'art n'est plus subversif et a lui aussi été complètement récupéré ?

Nicolas : Oui, l'art a clairement été récupéré. Nous, ce qui nous distingue, c'est le côté activiste auquel on est très attaché, et de par ce côté on est plus difficilement récupérable même s'il y a toujours des tentatives.

Kairos : On peut dire que l'art avant était contestataire, je pense au jazz aux Etats-Unis comme vecteur de lutte contre la ségrégation raciale.

Pierre : Mais le jazz ce n'était pas de l'art. Je ne pense pas qu'ils voulaient faire de l'art. Louis Armstrong, à 18 ans il était en prison, c'était un loubard de la Nouvelle-Orléans, il ne s'est pas dit « je veux faire de l'art ».

Kairos : Est-ce qu'il faut se le dire nécessairement ?

Pierre : Justement pour répondre à ta question, pour moi l'art n'est pas subversif, il l'a peut-être été, mais je n'y crois pas. Avant, c'étaient les rois, les cours qui finançaient les artistes. Frank LePage explique ça bien⁽¹⁾, par exemple Jack Lang en 81, ministre français de la culture, entérine l'idée que la culture égale l'art : les gens n'ont pas de culture. L'art ce sont des experts qui produisent des trucs contemporains et qui ne doivent justement absolument pas avoir de discours politique, qui font des trucs grandiloquents mais sans aucun fond. L'artivisme consiste justement à renouer avec le côté politique de l'art, renouer ou l'instaurer...

Nicolas : Là où l'art est le plus subversif, c'est quand il est le moins politique. C'est-à-dire que

c'est quand l'art est le plus naturel, quand il va pousser les gens dans la simplicité des émotions, qu'il va être le plus subversif.

Pierre : L'art contemporain est aussi lié à une forme d'hyperexpertise, il y a une forme de déposition de la culture qui devrait pourtant être quelque chose de partagé, qui nous appartient à tous, dans le même mécanisme de privation des gens de la compréhension de ce qu'est le nucléaire ou les OGM.

Kairos : Vous parlez beaucoup de l'aspect ludique chez les artivistes. Mais la société de consommation, c'est ludique : les Ipads, Playstations, écrans géants, ..., c'est ludique !

Pierre : Justement, il y a un tel pouvoir de séduction de la société capitaliste que selon moi la seule façon de s'y opposer c'est de proposer une alternative ludique, culturelle, de l'imagination. Ce n'est pas d'y opposer du discours forcément construit, parce qu'on en a partout, trop, trop. Ça ne passe plus.

Kairos : C'est pas de « l'anti », alors.

Nicolas : Ça dépend, des fois on est dans la contestation, on fait des blocages, etc., et puis il y a d'autres fois où on va détourner les symboles de cette société pour que les gens se posent la question de cette absurdité du système dans lequel nous sommes.

Pierre : Ça c'est vraiment le propre de l'artivisme. Faire un blocage, il y en a plein d'autres qui le font. Révéler l'absurdité et proposer d'autres imaginaires, c'est ce qui caractérise peut-être l'artivisme, ou tout ce qu'on essaye de faire. Il faut préciser d'ailleurs que l'artivisme ce n'est pas « nous », on ne veut pas avoir le monopole de l'artivisme, il y a d'autres gens qui font ça.

Nicolas : Tu es sûr qu'il fallait dire ça ?

Pierre : On avait dit qu'il fallait le dire ! (rires)

Kairos : Justement en parlant de nom, comment s'est créé le collectif des artivistes ?

Pierre : C'est né de la volonté de personnes qui faisaient déjà de l'activisme et qui avaient envie de faire un truc plus marrant, qui se sont rencontrées à trois/quatre et ont lancé le collectif.

Mais pour revenir à ce qu'on disait avant, je crois que cet aspect ludique est le propre de l'artivisme. Pour le formuler différemment, je pense que le capitalisme est très ludique, est très séduisant, et la question est toujours « comment va-t-on convaincre ? », il y a un côté séduction là-dedans. Ce qu'on fait pourrait fonctionner si ça se répandait, si les gens se l'appropriaient. Ma conviction est qu'il faut opposer un autre bonheur, plus fort. Et ça, c'est l'imagination qui peut le faire. Projeter des mondes qui sont marrants, ludiques, chouettes, qui invitent à des « oui, j'ai envie de... »...

Kairos : Qui sont collectifs aussi, parce que le capitalisme est tentant individuellement mais...

Pierre : Tout à fait. Arriver à montrer cela, c'est déjà magnifique, c'est ouvrir des portes aux autres je pense, et à soi-même.

Nicolas : Tu as aussi la joie de vivre et les liens qui sont aussi un moteur incroyable pour pouvoir continuer à être artiviste et pour pouvoir continuer à se battre contre le monde dans lequel on vit. Je pense que s'il n'y avait pas ce côté-là dans la contestation, ce serait très fatigant.

Kairos : Vous en parlez un peu sur le site, par exemple des « tambours de l'amour » pour mettre un peu de gaieté et de joie de vivre dans les manifs de gauche, syndicales...

Nicolas : On l'a fait hier pour les Indignés. Ça fait vraiment plaisir de faire danser les gens dans la rue et de diffuser justement cette joie de vivre, clairement, directement, via la musique.

Kairos : Vous disiez que c'était difficile de s'opposer à la force de séduction du capitalisme. Je me demande si vous ne vous dites pas parfois, si c'est le dernier éclat de rire avant la grande catastrophe ? Ou s'il y a des moyens d'ouvrir d'autres possibles ?

Le collectif des artistes se réunit une fois par semaine. Pour les contacter, rendez-vous sur leur site :

www.collectifartist.be

Leurs dernières actions en date : l'action « dites 33 » visant à dénoncer les sociétés belges qui ne paient pas leurs impôts, la manif de droite, l'occupation par les clowns d'un site de l'Otan...

Nicolas : La grande catastrophe, je crois qu'elle est là depuis des années. Quand on voit ce qu'on se tape dans les médias depuis trente ans, on n'a jamais vu autant de faits divers glauques et autant de choses déprimantes.

Pierre : Je pense que c'est utile, même si pour moi la catastrophe est quasiment inévitable. Mais même si elle advient, je crois que ça n'aura pas été inutile de proposer d'autres imaginaires avant, plutôt que d'attendre le mur et le chaos.

Nicolas : Je pense aussi que chez les artistes, on est fort ancré dans le présent. Je crois que l'on n'a pas une vision à long terme comme l'ont beaucoup d'autres associations.

Pierre : C'est assez normal parce qu'on procède à l'envers : on part d'actions, pour la plupart sur des sujets qu'on ne connaît pas bien. On ne part pas d'une réflexion suite à des lectures ; on se dit « tiens, y'a une conférence là », il y en a un qui propose, ça paraît marrant, c'est assez amusant car on ne connaît pas encore bien le sujet, on se documente et là on apprend énormément. J'ai envie de savoir pourquoi je suis là et ça se construit pendant, du coup on est dans le présent.

Nicolas : Et puis chez pas mal d'artistes tu as un changement de comportement après chaque action.

Kairos : C'est un mouvement inverse, c'est plutôt l'action qui mène à la théorie. Mais vous avez quand même une vision politique à long terme, sinon on ne va pas au salon de l'auto pour pourfendre le mythe de la bagnole... On peut être ancré dans le présent et avoir cette vision ?

Nicolas : Ça c'est en fonction de chaque artiste, parce qu'on n'a pas de ligne commune à long terme. On va faire une action contre le lobbying, contre Coca-Cola, mais on ne va pas dire ce qu'il faut faire à long terme contre le lobbying, contre Coca-Cola. Voilà, c'est juste que cela ne doit pas exister selon nous.

Pierre : C'est ça, c'est notre première conviction. C'est pour ça aussi que l'on travaille rarement seuls. Avec CEO (Corporate Europe Observatory) par exemple, on a fait des actions sur les lobbies. On avait besoin de discours, mais on savait qu'on n'avait pas le temps de produire ça parce qu'on n'est pas là-dedans.

Pierre : Chez les artistes, il y a des personnalités différentes, des âges différents, ce qui est particulier parce que les groupes sont d'habitude plus uniformes. Du coup, c'est sûr qu'il y a des types qui travaillent dans des associations et qui savent très bien où ils sont et à côté, tu as des kets de 17 ans qui viennent s'amuser et qui rentrent dans des thématiques mais qui ne sont pas dans les mêmes réalités. Mais c'est quand même l'action qui relie.

Nicolas : Le besoin d'action. C'est un chouette parcours, il y a aussi pleins d'envies différentes et ça a débouché autant sur le projet de toilet-

tes sèches, action concrète mise en réseau avec Worms; tu as aussi les Rythms of Resistance, une samba sur Bruxelles, la brigade des clowns, ...

Kairos : Vous disiez que vous étiez liés à beaucoup d'associations, quel est justement le regard extérieur sur les artistes : plutôt des clowns sans danger ou des contestataires dérangeants ?

Pierre : On est sur le fil tout le temps en essayant de pencher d'un côté et pas de l'autre.

Kairos : Vous avez des cas concrets où vous avez dérangé et d'autres où vous vous êtes dit « on penserait que ça dérangerait », mais où ça n'a pas eu les résultats attendus ?

Pierre : Oui, moi j'en ai un tout récent, c'est la manif de droite. Super succès entre guillemets médiatique, les médias écoutant même nos instructions pour ne pas « vendre la mèche » avant. Bref, beau résultat ! Et quelques jours plus tard, moi ça m'avait frappé, il y avait une conférence de presse ici à la « maison de la paix » sur l'accaparement des terres et tout le projet lié à l'agriculture paysanne, et il n'y avait strictement personne.

Nicolas : ...donc quand tu appelles les médias sur un sujet sérieux et qui touche des millions de personnes dans le monde, il n'y a personne, et quand tu proposes un truc ludique, là tous les médias arrivent, tout cela parce que pour eux c'est un spectacle.

Kairos : Et paradoxalement ça fait vendre ?

Pierre : Oui, ça fait vendre.

Nicolas : Je pense que cette action permet aussi d'avoir quelque chose comme on l'aime : déstabiliser les gens et les amener peut-être à réfléchir de façon différente, en dehors de tous les cadres qu'on leur propose actuellement. Ce ne sont pas juste des clowneries, c'est pas juste l'envie de faire les cons en rue, c'est aussi une démarche qui est là pour apporter une réflexion.

Kairos : Justement je voudrais rebondir sur cette volonté de changer de regard sur un problème social. À quand une parodie d'une manif de gauche pour dénoncer leur dérive, notamment celle du productivisme ?

Nicolas : (rires) T'as des idées très riches. Tu devrais venir dans le collectif artiste.

Pierre : Oui, ça pourrait. Ça me fait penser à la manif de droite dont la première critique est de dire que c'est un peu caricatural gauche/droite. On avait réfléchi, on voulait éviter cela aussi et on n'a pas trop mal réussi je pense, mais c'est super compliqué, ce sont des messages super fins à faire passer. On ne maîtrise pas les médias. D'ailleurs je suis encore sur cette question des médias parce que c'est franchement notre boulot, c'est ça qu'on essaye de faire, on y réfléchit beaucoup. C'est le cœur de ce qu'on veut faire, c'est démonter les médias eux-mêmes.

Nicolas : Pour reparler des partis de gauche, il y a deux choses en manifestation qui m'ont choqué. Il y a eu une fois où on a parlé de décroissance avec un gars qui était de gauche, un petit gars d'un parti, il m'a ressorti exactement les mêmes arguments néolibéraux qu'on entend pour nous casser, c'est-à-dire qu'il me disait « vous voulez la décroissance des pays du tiers-monde ». Donc c'est vrai qu'il faut les caricaturer eux aussi. Et la deuxième fois je me suis fait traiter de fasciste pendant une assemblée des indignés parce que je lui demandais d'enlever son drapeau puisqu'on était là en tant que citoyens et non en tant que partis politiques.

Mais je pense qu'à ce niveau là on sera aussi divisé au sein du collectif pour ce genre d'action visant à caricaturer les actions de gauche, les manifestations de gauche ou les partis de gauche. Je pense que clairement au sein du collectif on

est tous d'accord pour dire que le PS, la gauche mainstream n'est pas du tout une gauche...

Pierre : ou Ecolo !

Nicolas : ... tout le monde est d'accord là-dessus...

Kairos : Moins de gens sont d'accord alors sur le fait que les partis de gauche « radicale » sont productivistes.

Pierre : C'est peut-être moins clair.

Nicolas : Et puis c'est vrai qu'après, choisir entre caricaturer la gauche et faire une action contre elle, mener une action de soutien aux sans-papier, qui en ont beaucoup besoin pour l'instant, ou viser des partis de droite, je crois qu'il n'y a pas photo. Si on avait un peu plus de temps, peut-être qu'on le ferait mais là...

Kairos : C'est intéressant parce que vous répondez souvent à mes questions en disant que tout le monde a des avis différents, mais en même temps vous êtes un collectif qui arrive à survivre avec des positions différentes de ces membres.

Pierre : Il n'y a pas de recherche d'un discours commun. Il n'y a jamais de réunion où on se dit « maintenant il faut se dire décroissant ».

Kairos : Vous avez envie de vous poser une question, là comme ça ?

Nicolas : (Rires). C'est ton boulot...

Pierre : ... allez-moi j'en ai une : « est-ce que tu crois qu'on n'a jamais eu un résultat tangible sur une action qu'on a faite » ?

Kairos : Bien, tu vois, ça marche !

Nicolas : C'est une question individualiste que tu te poses à toi-même (rires) !

Kairos : Au fait, il veut que tu le rassures (rires)

Nicolas : Je me souviens, sur la greenweek quand même, Coca-Cola qui était venu pour montrer sa nouvelle bouteille en plastique, magnifique, archibiodégradable, devant une assistance totalement médusée, ne l'a pas fait et a totalement changé son discours en introduisant sa conférence. On avait fait notre discours avant...

Pierre : Il n'a pas osé sortir ce truc et il a dit : « i'm not gonna say we are green² ».

Kairos : On peut facilement tomber dans le discours culpabilisant. Vous tentez d'éviter cela dans vos actions ?

Nicolas : Nos actions ne visent pas les gens directement, dans le collectif on ne cherche pas à culpabiliser les gens parce que déjà il faudrait voir d'où vient le problème.

Pierre : Moi j'ai envie de dire que je n'ai pas de scrupule à culpabiliser Gabola, le directeur de Coca, avec ces gens-là il faut y aller. Moi je trouve ça jouissif, génial que ces gens qui sont toujours sur des tapis rouges, qui toute leur vie serrent des mains, sont dans des restos, grisés par toute la société, on vienne leur dire « vous êtes de la merde » en face. J'adore !

Nicolas : Il y a un gros plaisir à être la petite tache de gras sur ce beau bleu néolibéral.

Propos recueillis par Alexandre Penasse

(1) Homme de spectacle français, il pose l'éducation populaire comme fondement de « travail de la culture dans la transformation sociale et politique ». Il différencie la culture, pour tous et par tous, de l'art, devenu malencontreusement synonymes. Voir http://fr.wikipedia.org/wiki/Franck_Lepage et http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1960

(2) Homme de spectacle français, il pose l'éducation populaire comme fondement de « travail de la culture dans la transformation sociale et politique ». Il différencie la culture, pour tous et par tous, de l'art, devenu malencontreusement synonymes. Voir http://fr.wikipedia.org/wiki/Franck_Lepage et http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1960

LES EUROCRATES EN MAL D'AMOUR

La presse internationale s'est récemment émue des signes d'hostilité qui fleurissent à Bruxelles à l'encontre des eurocrates. «Eurocrate, sers-toi de ta cravate» dit un slogan peint sur des murs et placardé sous forme d'autocollants illustrés par le dessin d'un fonctionnaire... pendu à sa cravate.

Un humour local qui n'a pas plu aux syndicats et associations de fonctionnaires des Institutions européennes : dans un courrier alertant les plus hautes autorités de l'Union, ils dénoncent les «nombreux organes de presse relayés par des associations et lobbys antieuropéens [qui] se livrent régulièrement à des attaques calomnieuses contre la Fonction Publique européenne», et insistent sur la «nécessité et l'urgence à assurer efficacement la défense du personnel des Institutions non plus seulement diffamés (...) mais maintenant physiquement intimidés et conspués». Il est vrai «qu'un groupe d'activistes», en marge de la Marche des Indignés en mars dernier, a accueilli des eurocrates à la sortie du métro par «des intimidations, des quolibets» et des chansons aux «paroles haineuses». Ces «meneurs» ont même peints des slogans tels que «Eurocrates de merde!» Bigre. On n'est plus en sécurité nulle part. Même dans l'un des quartiers les plus surveillés de la ville, mais où il est encore nécessaire de s'aventurer sur la voie publique pour pénétrer dans les citadelles de l'Union. Le bouclage du quartier européen lors des Sommets européens ne suffit plus, les autorités belges doivent y renforcer la présence policière ! Car du graffiti au terrorisme, il n'y a qu'un pas...

UN PEUPLE INGRAT

Dans la bouche des Bruxellois, le néologisme *eurocrate* désigne péjorativement et indistinctement plusieurs catégories de personnes transitant par Bruxelles ou venues s'y installer, directement ou indirectement en lien avec les affaires européennes. Un peu à l'image du *schieven architect*, qu'ils utilisaient jadis pour désigner les promoteurs et bureaucrates responsables de la destruction de leurs quartiers afin d'y ériger le plus grand Palais de Justice de la planète.

Aujourd'hui, Bruxelles est une capitale internationale. Les 20 années (1866-1883) qui ont été nécessaires à la construction du Palais de Justice, correspondent désormais à la durée de vie d'un nouvel immeuble de bureaux. Les chantiers sont moins longs, mais il est vrai qu'il y en a plus. La ville est en perpétuelle mutation. Seules, la mentalité des Bruxellois et leur faible capacité de discernement semblent n'avoir pas évolué ! À présent, c'est la présence des institutions européennes et leur cortège de bureaucrates qui est ressentie comme démesurée et méprisante. Sur les 190.000 Européens qui vivent à Bruxelles, environ 110.000 (40.000 fonctionnaires, 20.000 lobbyistes,...), soit 10% de la population régionale, sont liés aux institutions européennes et se voient ainsi stigmatisés quotidiennement, caricaturés par l'image de l'homme bien vêtu, un badge au cou, tirant d'un pas rapide sa valise à roulettes. Les Bruxellois ne font pas toujours dans la dentelle... Au lieu d'être reconnaissants

envers l'Institution qui leur évite la guerre depuis un demi-siècle, ils se lamentent des petits inconvénients que leur procure son implantation dans leur ville... qu'ils comparent à Beyrouth. Étrangers au goût de l'innovation et des grands gestes, ils préfèrent les vieux pavés aux espaces minéraux et les petites maisons aux flamboyants immeubles de verre et de béton qui font pourtant la modernité du skyline bruxellois. Bref, ils sont conservateurs. Et ingrats. Ils oublient un peu vite que la présence européenne à Bruxelles a augmenté leur PIB et permet à leur Région de jouer sur la scène internationale de la compétition entre grandes villes. Se rendent-ils compte que sans les Institutions, Bruxelles ne serait qu'une misérable petite ville de province ?

Heureusement, il y a parmi eux des décideurs politiques, investisseurs ou architectes qui ont le sens de l'Histoire et des responsabilités, et n'hésitent pas à prendre des décisions impopulaires. Grâce à ces visionnaires, Bruxelles compte aujourd'hui près de 13.000.000 de m² de bureaux (dont plus ou moins 1/4 de surfaces vides), dont 3.500.000 sont occupés par des activités liées de près ou de loin à l'Europe...

CONQUÉRIR LES COEURS ET LES ESPRITS

Pourtant, les pouvoirs publics et les investisseurs font tout ce qu'ils peuvent pour favoriser l'insertion harmonieuse des Européens dans la société locale. Des infrastructures sportives et des magasins leur sont réservés. Les boulangeries branchées et les pubs qui leur sont destinés fleurissent bien au-delà du quartier européen. Des sorties groupées sont organisées pour leurs stagiaires. Des écoles et des crèches sont ouvertes pour leurs enfants...

Quant aux Institutions, elles ne manquent pas une occasion pour montrer leur visage humain et séduire la population indigène. Elles diffusent dans leur *Info Point* des brochures reproduisant à l'infini des étoiles jaunes sur fond bleu et les drapeaux des pays membres sur papier glacé. Elles organisent des fêtes populaires gratifiant la façade du Parlement européen de spectaculaires illuminations. Elles prévoient prochainement l'ouverture d'un musée dédié à leur propre gloire. Elles invitent une fois par an le commun des mortels à palper de la démocratie européenne en visitant les sièges des Institutions, une occasion unique de fouler la même moquette et de s'asseoir aux mêmes tables que les décideurs européens, de découvrir de touchants films didactiques vantant les mérites de l'Union et doublés dans toutes les langues par les voix chaleureuses d'interprètes rompus à l'exercice de la traduction simultanée, et même de goûter les délicieux mets

à prix défiant toute concurrence des restaurants Sodexo inaccessibles le reste de l'année, le tout en recevant des cadeaux pour toute la famille : sacs, crayons et ballons gonflables aux couleurs de l'Europe... Que demande le peuple ?

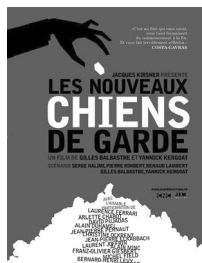
Mais les clichés ont la peau dure et les mauvaises langues ne manquent pas pour les perpétuer. Ainsi, entend-on souvent des esprits chagrins se plaindre que l'image de Bruxelles dans le monde est devenue celle d'une sorte de forteresse bureaucratique digne du Kremlin ; que les règles urbanistiques y sont taillées sur mesure pour favoriser le déploiement des bureaux européens ; que le pouvoir d'achat des Européens, largement supérieur à la moyenne des habitants, contribue à faire grimper les loyers et à rendre le logement inaccessible aux Bruxellois ; etc. Certains adeptes d'idéologies d'un autre âge vont jusqu'à insinuer que les eurocrates défendraient leurs privilèges (salaires, pensions avantageuses, traitement fiscal de faveur,...) alors que leurs Institutions, opaques et anti-démocratiques, seraient responsables de l'austérité actuelle et donc du détricotage de la fonction publique dans les pays membres.

Pour «riposter efficacement» à cette déferlante de balivernes hargneuses, les organisations professionnelles européennes demandent que «toutes les parties prenantes au processus de réforme de [leur] Statut fassent preuve du plus grand discernement dans leur communication avec la presse afin d'éviter que des médias propagent diverses allégations basées sur des généralisations hâtives et mal documentées facilitant leur exploitation ultérieure par des associations populistes dont la seule motivation est de ternir l'image de l'Europe». En d'autres termes : mieux vaut ne pas trop parler des négociations en cours sur les salaires des fonctionnaires européens, sinon «à la prochaine étape il y aura des blessés».

Leur analyse rejoint celle des pouvoirs publics : l'intégration des Institutions européennes à Bruxelles est parfaitement réussie et symbolise à merveille la proximité que cultive l'Union avec ses citoyens. S'il y a un problème, il est tout au plus de l'ordre de la communication. Les Bruxellois sont mal informés. Les efforts conjoints de la police et des services de communication de l'Union vont certainement y remédier...

Gwenaël Breës

VU, LU, ENTENDU



LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE

Le reportage de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat qui a à ce jour fait plus de 200.000 entrées en salle, compile des données accablantes contre les journalistes-experts et les éditocrates français qui reproduisent la ligne idéologique de leur maître. Leur « liberté d'expression », la leur, semble plus être au service de grands groupes industriels et du pouvoir, fricotant avec les hommes et femmes politiques, flattant les « grands » et, du haut de leur superbe, snobant les « petits », distillant leur pensée unique sous les habits de la pluralité.

Réaliser un film sur les dessous des médias et leurs journalistes révérencieux confère un double avantage : en premier et tout naturellement, il génère une pensée indépendante de la pensée formatée que ce journalisme « économique » distille dans les esprits à longueur de journée, en offrant une preuve de leur soumission à l'argent et leur soif de pouvoir ; mais par la réaction même de ces journalistes incriminés, il ajoute à l'enquête qui voulait prouver, la preuve de la réaction à l'enquête. On lira donc chez les « toutous dociles » critiques du film, sans étonnement : « une charge qui se révèle beaucoup trop manichéenne pour convaincre » (Le Figaro) ; « une opération politique menée par un petit groupe venu de l'extrême gauche » (Le Nouvel Observateur) », « à vouloir considérer que tous les patrons de presse sont à mettre dans le même panier, au nom du poste qu'ils occupent et du poste qu'ils dirigent, c'est un peu court » (L'Express), etc. On n'attendait évidemment pas des canidés pointés du doigt, acculés, et de leurs affidés, qu'ils avouent ainsi et changent de camp.

Les réactions ne s'inscrivent donc que dans la continuité de celles qu'on voit dans le reportage, où les « gardiens du statu quo » campent toutes sortes de postures pour démonter les propos du film et prouver leur bonne foi. Mais leurs gesticulations ne prennent pas. On reconnaît les signes de la pensée qu'ils représentent, leurs collusions avec les gens de pouvoir et d'argent, leurs salaires honteux, leur tentative éhontée de convaincre. Seul vouloir être comme eux, ou déjà l'être, peut prémunir le sujet de la compréhension des faits qui accablent ces journalistes.

Assez bien reçu en Belgique, il est à se demander si la situation serait identique si nous nous penchions sur les dessous des chiens de garde belges, situation tout à fait différente de leurs collègues français, certes, mais qui révélerait très certainement de nombreux éléments éclairants.

A.P.

Les nouveaux chiens de garde, un film de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat, JEM productions. Distribué en Belgique par Libération Films. <http://www.lesnouveauxchiensdegarde.com>



NOUVELLE MOUTURE POUR BRUXELLES EN MOUVEMENTS

La revue de Inter-Environnement Bruxelles fait peau neuve : nouvelle maquette, nouveau papier, nouvelle formule. Et toujours de bons articles sur la Région Bruxelloise, ses défis, ses enjeux et des propositions. Premier excellent dossier de ce nouveau BEM : les abattoirs d'Anderlecht. À découvrir au format papier ou en ligne sur www.ieb.be



LA DÉCROISSANCE

La concurrence française. Et aussi un journal pionnier, qui a abattu (et continue) un tel travail intellectuel et de sensibilisation qu'on en tire notre chapeau. Ce qui n'évitera pas des désaccords ici où là. Soutenez La Décroissance : abonnez-vous !



LE SARKOPHAGE

Le journal des gauches antiproductivistes avait fait du système Sarkozy un lieu de sépulture. Dans la livraison de mai-juin, Paul Ariès propose de construire à présent la gauche antiproductiviste. Maintenant nous semble aussi le moment !



LE MONDE DIPLOMATIQUE

Une référence journalistique et politique qui n'en reste pas moins en prise aux difficultés que connaît la presse écrite. L'apport d'argent publicitaire dans le Diplo est limité à 5%. En plus de vous abonner, pour soutenir vous pouvez également rejoindre nos amis des Amis du Monde Diplomatique Belgique : <http://www.amis-mondediplo.be/>

BRÈVES

CRÉER DE L'EMPLOI : FAUDRA COURIR !

Selon l'Organisation internationale du travail, avec une perspective de croissance de 2%, perspective la plus « optimiste », le taux mondial de chômage passera d'ici 2016 de 206 à 212 millions de personnes (www.ilo.org). Dans une économie de croissance, le rapport de l'OIT note qu'il faudra créer 600 millions d'emplois productifs dans les 10 ans. Mais pas d'inquiétude toutefois, à Bruxelles en tous cas, car la ville organisait ce premier juin sa troisième édition du Brussels Job Marathon. Créé par l'échevin de l'emploi d'Xelles, l'ancien boxeur Bea Diallo, ce dernier expliquait : « L'idée est de créer une autre approche de recrutement que le face à face dans un bureau. Le fait d'être en short et de partager un effort commun donne une autre vision que la lecture froide d'un CV » (L'Echo, 18 mai 2012). Allez, y'a plus de boulot, mais on y croit !

(L'Echo, 18 mai 2012)

ÇA TROUILLE À LA FEB : TOUCHE PAS À MES PRIVILÈGES

« On entend de tout. Écrêter les hauts salaires des entreprises publiques au niveau de la rémunération du Premier ministre. Ramener les régimes de pension privés au niveau de la pension des plus hauts fonctionnaires. Bannir les bonus des entreprises publiques. À mesure que les effets de la crise se font sentir et que les efforts demandés à chacun augmentent, se développe un terreau favorable à des idées qui font vite leur chemin dans le grand public, mais sont inutilisables pour les gestionnaires et aboutissent à des conflits stériles. La matière fait l'objet d'accords à long terme qui ne peuvent être remis en question selon l'humeur du moment (Sic) (...) Le monde des entreprises a besoin d'entreprises publiques efficaces et efficientes, dirigées par des équipes de premier ordre. La rémunération des managers des entreprises publiques actives dans le secteur marchand doit inévitablement se fonder sur des comparaisons faites avec le marché plutôt que sur le salaire du Premier ministre ou de tout autre politicien (...) la presse et l'opinion publique doivent accepter que les personnes sollicitées pour tirer une institution d'embarras ou redresser la barre d'un bateau à la dérive doivent être rémunérées en conséquence ». Ils acceptent, ils acceptent. Et puis, un peu de décence tout de même, « écrêter »

au niveau du salaire du Premier ministre, qui n'est que de 18.700 euros bruts, presque celui d'une caissière, faut pas exagérer ! « Rémunérer l'efficacité », voilà un bon critère nous dit Rudy Thomas... Étrange tout de même, selon leur critère d'efficacité, ce sont toujours les mêmes qui sont efficaces, toujours au détriment des mêmes et de la planète.

(La newsletter pour décideurs, 18 mai 2012)

HOLLANDE (ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS)

Lors de sa prise de fonction, le nouveau président français François Hollande (Parti Socialiste) a décidé de rendre hommage à Luc Ferry et Marie Curie.

Luc Ferry, de l'école obligatoire, était un raciste et colonisateur notoire, déclarant par exemple à la Chambre des députés le 28 juillet 1885 : « Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures... »

Certains socialistes, comme V. Peillon ou S. Royal, ont prétendu que le racisme était la norme de l'époque. C'est sûr, on comprend mieux alors qu'on rende aujourd'hui un hommage posthume aux racistes d'antan. Mitterrand avait pour sa part salué la mémoire de Jean Moulin et Victor Schoelcher, artisan de l'abolition définitive de l'esclavage. Quant à l'éducation laïque et obligatoire qui fait le seul et unique objet déclaré de l'hommage hollandais (fermez un œil et une oreille), soulignons qu'elle fut mise en place par Jules Ferry entre autres choses pour lutter contre ce genre d'idées qui firent le cœur de la Commune parisienne de 1871, contre laquelle Ferry prit fermement position.

Hollande marque clairement son territoire.

Seconde prosternation: Marie Curie, qui a découvert que la radioactivité est une propriété physique et non chimique de la matière. Elle meurt de cette recherche par irradiation. S'il est légitime de saluer la figure scientifique, dont la vedette a été volée par le mari plus patriarcal que sa dame, on constatera qu'elle symbolise aussi et surtout la technologie et la maîtrise du nucléaire (pour ceux qui veulent bien oublier la funeste fin radioactive de la dame). Que d'aucuns voient dans cet hommage présidentiel un lien quel-

conque avec la tradition nucléaire de la France rayonnante en ces temps fukushimesques serait parfaitement déplacé.

Quoi qu'il en soit, les symboles sous lesquels sont placés la présidence PS française sont aussi limpides qu'annonceurs de bien des plaisirs. La gauche libérale a eu pour rôle historique de renverser l'ancien régime, mais elle substitue à la noblesse la noblesse d'état, dont le bilan dévastateur sera proprement cataclysmique si on ne l'arrête pas très vite. Ça craque de tous les côtés.

FUKUSHIMA LE RÉACTEUR NUMÉRO 4

Alors qu'il n'y a plus aucun réacteur nucléaire en activité au Japon, ce qui ne fait pas l'objet d'une attention très soutenue des mass-médias, le site de Fukushima demeure un problème majeur; ce qui ne fait pas non plus l'objet d'une attention très soutenue des mass-médias. Le réacteur numéro 4, gravement endommagé par le tremblement de terre suivi du tsunami du 11 mars 2011 et d'une explosion le 15 mars 2011, a été rafistolé à la hâte par des ouvriers envoyés au casse-pipe par TEPCO, entreprise criminelle responsable du désastre de Fukushima. Pourquoi ce rafistolage ? Le réacteur numéro 4 comprend à son dernier niveau situé à environ 50 mètres, une piscine de stockage de combustible usagé : 6375 barres si l'on en croit les déclarations de Akio Matsumura, diplomate qui attire l'attention sur ce problème gigantesque dans une vidéo qui fait le tour de la toile. Dans le cas assez fortement probable où un nouveau séisme viendrait à frapper la côte, et dans l'hypothèse où le bâtiment numéro 4 viendrait à s'écrouler, la chute des déchets radioactifs rendrait impossible toute opération sur le site de Fukushima – qui contient encore plus de déchets (plus de 1.000 tonnes semble-t-il) qu'il faut toujours refroidir en les aspergeant d'eau pour éviter une réaction en chaîne. C'est un scénario de dévastation d'une ampleur inédite : toute la vie sur le globe terrestre serait potentiellement impactée. Face à ce risque stupéfiant, des efforts de coopération internationaux devraient être déployés pour sécuriser le site, les opérations devant prendre plusieurs décennies et coûter... un montant inconnu et incalculable. Mettre un terme au nucléaire, c'est une question de survie. Toute attente supplémentaire est une folie, preuve par le réacteur numéro 4.

Plus d'informations : <http://fukushima.over-blog.fr>



VOTRE ATTENTION S'IL VOUS PLAÎT!

La presse alternative n'est pas sans conditions.

Kairos est indépendant. Il n'est ni subsidié ni sponsorisé (c'est aussi pour cela qu'il est libre).

C'est un journal alternatif entièrement bénévole. Pour chaque numéro, nous pouvons compter sur l'aide généreuse d'un réseau grandissant qui compte aujourd'hui une trentaine de personnes qui régulièrement écrivent, dessinent, corrigent, comptent, appellent, diffusent. Sans eux c'est bien simple, il n'y aurait pas de journal, et c'est donc ici l'occasion d'à nouveau les remercier.

Mais pour que vous puissiez lire ce journal dans son format papier et ce faisant disposer d'un bel objet en trois dimensions (et pas d'un écran supplémentaire) que vous pouvez donner à votre voisin une fois lu, il faut de l'argent. Chaque numéro, de la plume à la lunette, coûte environ 2.000 euros. Pour pouvoir assurer l'édition et la diffusion du seul « journal antiproductiviste pour une société décente » du monde, il faut que suffisamment de fonds arrivent sur le compte du journal. L'argent arrive par trois canaux différents : les abonnements, les ventes à l'unité, les dons. Pour l'instant, les comptes sont à l'équilibre, mais il est impératif que nous ayons d'avantage d'abonnés pour donner plus de stabilité au journal.

Vous pouvez nous aider: demandez Kairos à votre vendeur! En juin, Kairos est dans les kiosques.

Vous avez pu trouver le premier numéro de votre journal dans les bonnes librairies, ça continue.

Vous le trouverez maintenant également chez votre vendeur de presse, à côté d'autres journaux antiproductivistes indépendants et amis comme La Décroissance, Le Sarkophage, Fakir, Article 11...

Si votre vendeur de presse ne diffuse pas Kairos, c'est peut-être tout simplement parce qu'il ne sait pas qu'il peut dorénavant le faire ! Les libraires disposent d'une liste de plusieurs milliers de titres diffusables, ils doivent faire un choix. Pour nous aider, demandez à votre vendeur de presse de diffuser Kairos. De cette manière les bonnes idées trouveront leurs lecteurs.

Vous pouvez nous aider: distribuez Kairos!

En plus des kiosques, Kairos est présent dans plusieurs bonnes librairies. Nous espérons pouvoir déposer le journal dans d'autres de ces bons endroits : si vous connaissez une librairie qui pourrait être intéressée, n'hésitez pas à nous contacter. Si vous voulez vous-même diffuser Kairos, ce sera avec plaisir ! Nous vous expliquerons les modalités simples qui permettent de le faire.

Vous pouvez nous aider: abonnez vos amis !

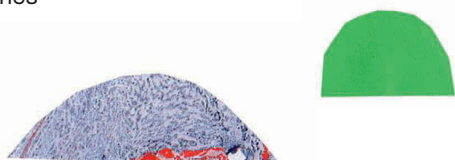
Si vous le voulez, nous vous demandons de parler de Kairos autour de vous et d'inviter les personnes qui selon vous pourraient être intéressées à s'abonner au journal. Si vous faites partie d'une association dont l'objet social a quelque chose à voir avec la défense de la liberté d'expression, de la presse indépendante alternative, l'écologie politique, les questions sociales, l'émancipation, les nouvelles formes de luttes, les alternatives, la critique des médias et d'autres sujets abordés dans Kairos, proposez de l'y abonner ! C'est une manière efficace d'améliorer la diversité de la presse en Communauté française et de soutenir le travail bénévole de Kairos.

Vous pouvez nous aider: Kairos présente!

Enfin, rien de tel que les rencontres pour défendre la presse alternative. Si vous organisez une rencontre, conférence, concert, auberge espagnole, bourse de bicyclettes, concours d'inventions, autre joyuseté, au cours de laquelle il vous semblerait bienvenu de présenter le journal, demandez-nous et nous essaierons d'être présents.

Merci déjà pour vos coups de main. Notez également qu'une rencontre des amis de Kairos sera organisée dans le courant du mois d'octobre. Les détails seront annoncés sur notre site www.kairospresse.be et dans la prochaine édition, qui paraîtra à la mi-septembre.

La rédaction



Kairos

Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti, ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la Nature vivante.

Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travailisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature, et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.

Kairos dénonce l'esprit de la machine : le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la Nature et de l'humain.

Kairos cherche à comprendre, et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.

Kairos sait que l'individu ne peut pas tout, mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire. Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir, mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associé, ici et maintenant.

Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà où ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas, et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés.

Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des Hommes est donc reconnue et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le « sens-unique de l'histoire » et chérissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.

Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un « moment opportun », celui de la conjonction des crises et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.

Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs, qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà et que maintenant est le moment d'agir.

SOUTENEZ-NOUS: ABONNEZ-VOUS! 5 NUMÉROS + 1 SPÉCIAL*

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

BELGIQUE

Personnes

> Abonnement simple
 18 euros

> Abonnement de soutien
 30 euros 50 euros Plus

Organisations

> Abonnement simple
 40 euros

> Abonnement de soutien
 60 euros 80 euros Plus

FRANCE

Personnes

> Abonnement simple
 24 euros

> Abonnement de soutien
 30 euros 50 euros Plus

Organisations

> Abonnement simple
 44 euros

> Abonnement de soutien
 60 euros 80 euros Plus

Nom** : _____ Prénom** : _____

Rue** : _____ Numéro : _____ Code postal : _____

Ville** : _____ Pays** : _____

Adresse électronique ou téléphone (facultatif) : _____

> A retourner à: **Respire asbl, Rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles**

Virement bancaire à l'ordre de
Kairos – asbl Respire sur le compte : 979-6411697-02
IBAN BE32 9796 4116 9702 — BIC ARSPBE22

Renseignements:
Tél. (00 32) 485/057 744 - (00 32) 488 200 175
Courriel : info@kairospresse.be
Site : www.kairospresse.be

* Abonnement valable à partir du numéro suivant réception du virement
** Remplir EN LETTRES MAJUSCULES

